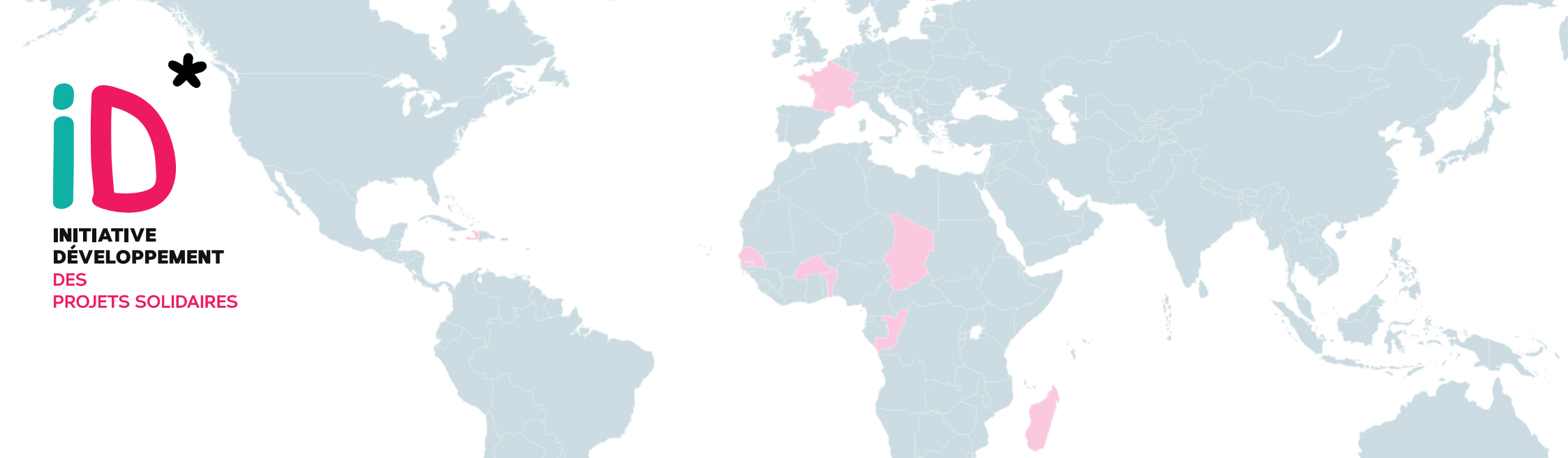
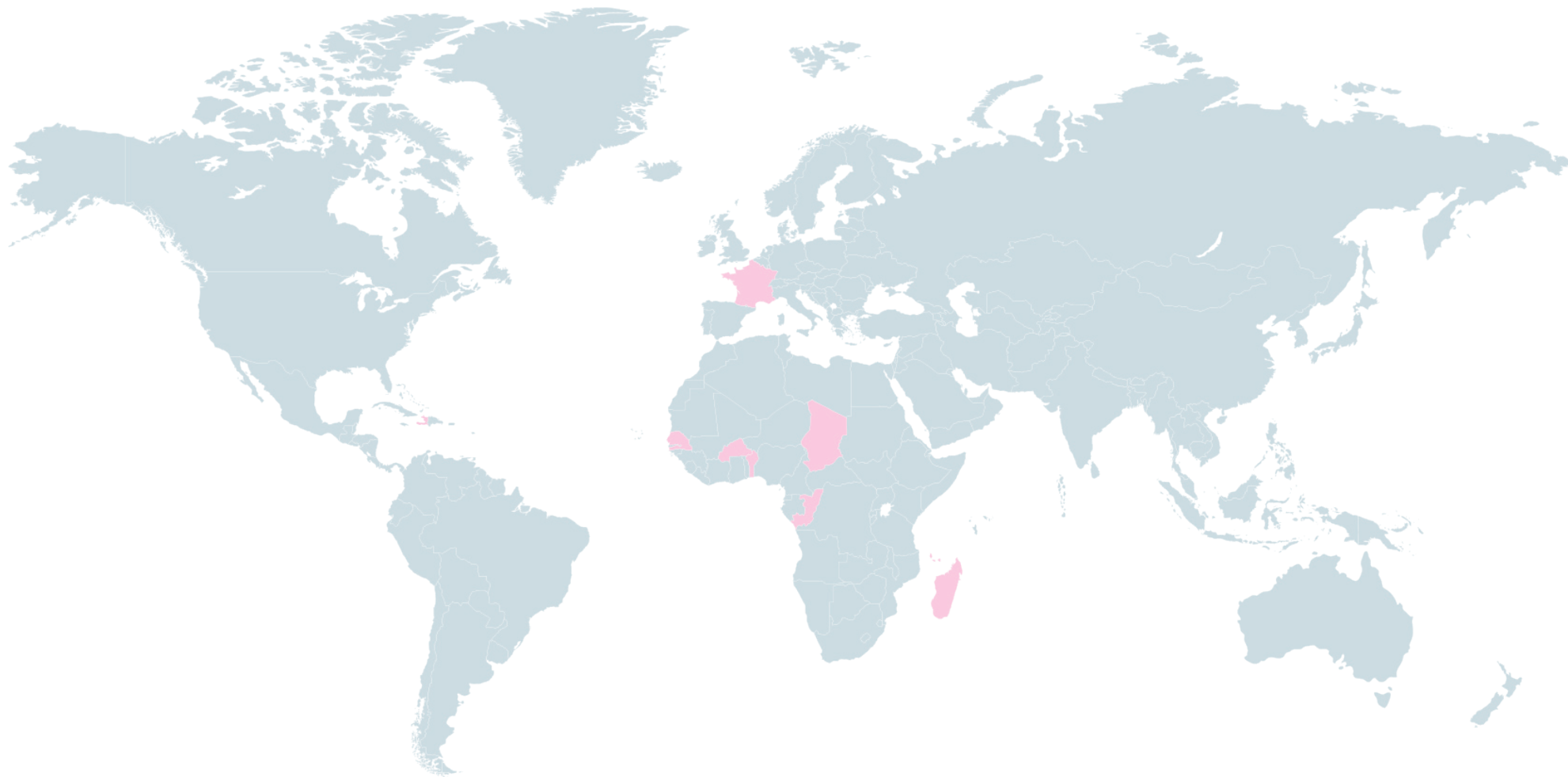




2021

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Directrice de la rédaction : Marie Françoise Pluzanski

Comité de rédaction : Christian Cabrit, Pierre Jolly, Marie Pluzanski, Agnès Rossetti, Pierre Lecomte, Alexandra Besnard

Rédacteurs : Alexandra Besnard, Guillaume Coudray, Pierre Lecomte, Julie Delaire, Gaëlle Gandema, Antilia Saumont-Ragot, Camille Fabre, Lucile Wallez, Jean-Baptiste Tobie, Alexis Bourges, Isabelle Berrier, Sylvaine Oudin, Nicolas Derenne

Crédits : Copyright ID 2022, tous droits réservés

Crédits photos : Initiative Développement

Graphisme et mise en page : Maxime Dussaud





ÉDITO

Après les conditions de travail dégradées de 2020 et malgré un contexte mondial qui reste très complexe, ID a poursuivi sa croissance, tant par le nombre de pays concernés que de programmes engagés. Si le budget a progressé en proportion, c'est sur la qualité spécifique de nos actions que je souhaite insister cette année. L'axe central de notre projet stratégique adopté en 2017 – accompagner des dynamiques de territoires et les acteurs qui les portent – se traduit 5 ans plus tard par une façon d'intervenir spécifique, véritable marqueur de l'identité d'ID, qui se généralise à tous les projets. Cette stratégie se traduit dans des projets concrets grâce à notre expertise dans des thématiques variées.

Cette stratégie se déploie dans des contextes et avec des acteurs très différents, ainsi que vous le découvrirez dans ce rapport, comme par exemple : l'accompagnement des initiatives de la société civile aux Comores, l'appui de huit communes pour un développement local participatif au Tchad, l'aménagement participatif de forêts au Sénégal, l'amélioration de la gestion communale de l'eau et des déchets à Madagascar, la coordination post-séisme par les acteurs locaux eux-mêmes en Haïti ou encore l'amélioration de la cohabitation entre populations au Congo.

Pour accompagner les dynamiques de territoires et des acteurs qui

les portent, les équipes d'ID disposent d'une expertise et d'outils spécifiques – Renforcement Organisationnel et Institutionnel, Approche Orientée Changement, concertation multi-acteurs,... – qui infusent progressivement tous les projets avec maintenant des relais locaux formés à ces démarches.

L'ancrage territorial de cette stratégie et son impact positif à terme sur le renforcement du pouvoir d'agir des citoyennes et des citoyens sont apparus clairement lors du bilan d'une décennie de projets de développement local dans 5 pays : Bénin, Comores, Congo-Brazzaville, Haïti et Tchad.

Cette notion de territoires – de plus en plus répandue avec des compréhensions disparates ou ambivalentes – a réuni les équipes salariées et les membres du Conseil d'administration pour un travail de réflexion approfondie. Les notions d'appartenance plus que d'identité, de géographie des réseaux de vie, de pertinence des périmètres à adapter à l'histoire et au vécu de chaque territoire, se sont affirmées. Cette réflexion reste active car un territoire ne peut exister sans un contexte dont l'analyse se fait au cas par cas, sans dogmatisme, avec les contributions de celles et de ceux qui vivent sur place.

L'avenir d'un territoire et des personnes qui y vivent pose naturellement et de façon de plus en plus urgente la question de sa résilience et donc de sa capacité d'adaptation au dérèglement climatique qui touche plus sévèrement encore nos pays d'intervention. Un enjeu clé concerne en particulier la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement auquel un focus est consacré en pages centrales.

L'impact de nos projets « dans les têtes et sur les systèmes », les changements qu'ils induisent en profondeur pour s'adapter aux bouleversements qui traversent nos sociétés nous tient particulièrement à cœur. Cette posture peu compatible avec des logiques purement comptables trouve cependant un écho croissant et nous ne devons pas douter de la pertinence et du sens qu'elle apporte à nos actions pour donner confiance aux populations dans leurs propres ressources, de toute nature, pour « bien vivre ensemble ».

Marie PLUZANSKI
Présidente d'ID

SOMMAIRE

06

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Initiative Développement... p.6
En quelques chiffres p.7

44

PRESTATIONS

08

FICHES PAYS ET PROGRAMMES

Bénin p.9
Union des Comores p.13
Congo-Brazzaville p.17
France p.23
Haïti p.25
Madagascar p.29
Sénégal / Burkina Faso p.33
Tchad p.39

46

RAPPORT FINANCIER

50

NOS PARTENAIRES

INITIATIVE DÉVELOPPEMENT...

Notre ADN

Pour ID, le constat est sans appel : le modèle de développement de notre monde est inégalitaire et insoutenable. Ce modèle de développement entraîne le dérèglement climatique et épuise de manière irréversible les ressources naturelles de la planète. La mondialisation a fortement modifié les relations de dépendance et d'interdépendance entre les hommes, les États, les économies et les ressources naturelles. Pour un nombre croissant de femmes et d'hommes, elle ne leur permet ni de vivre décemment ni d'exercer leur pouvoir d'agir.

Notre ADN axé sur le renforcement des compétences des actrices et des acteurs, nous a poussés à adopter notre mode d'intervention leur permettant de prendre peu à peu toute leur place.



ID a créé le pôle Partenariat et Renforcement des acteurs (PAR) pour mettre l'émergence, la structuration et l'autonomie des actrices et des acteurs au cœur de sa logique d'intervention.

Nos projets comportent systématiquement un objectif de renforcement du pouvoir d'agir afin de donner les moyens aux acteurs institutionnels et/ou associatifs, aux entrepreneur·euse·s et aux citoyen·ne·s de gérer par et pour eux même leurs propres réponses aux grands enjeux de leur territoire.



Eau, Assainissement & Déchets



Éducation



Santé



Climat, Énergie & Forêts



Partenariat, Autonomie & renforcement des acteurs



Citoyenneté & Territoires

EN QUELQUES CHIFFRES

3 243 000
BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

27

PROJETS DANS
9 PAYS

139

SALARIÉ·E·S DANS
LE MONDE

562 546
BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

5,8

MILLIONS D'EUROS
DE BUDGET

52

PARTENAIRES À
TRAVERS LE MONDE



27 847

visites sur le site web



3 356

abonné·e·s à la page facebook



3 471

abonné·e·s à la page linkedin



483

abonné·e·s au compte twitter

- 3 publications éditées
- 28 articles

- 251 publications
- 2 811 likes
- 158 commentaires
- 294 partages

- 92 tweets
- 180 likes
- 68 retweets

- 364 publications
- 2 684 réactions
- 51 commentaires
- 325 partages



FICHES PAYS

RAPPORT ANNUEL 2021

Programme GIBOU

Décembre 2020 - Novembre 2022
799 175 €



Programme Inter-AGIAL

Février 2021 - Janvier 2024
687 089 €



Partenaires financiers



Agence française de développement (AFD)



Département des Yvelines



Grand Lyon



Grand Poitiers



Ville de Paris

Partenaires opérationnels

GI-Mono

Laboratoire des Afriques dans le Monde

ONG CERADID

ONG GRAIND

Université de Parakou

Université Bordeaux-Montaigne

Deux programmes d'amélioration de l'assainissement lancés !

En 2021, l'actualité politique a été dominée par l'élection présidentielle qui a eu lieu le 11 avril 2021. Le Président Patrice Talon, au pouvoir depuis mars 2016, a remporté celle-ci avec plus de 80% des suffrages. D'un point de vue sécuritaire, quelques semaines avant le suffrage, des manifestations se sont déroulées notamment dans le centre et le nord du pays. Les manifestants dénonçaient une dérive autoritaire, alors que le Bénin avait une réputation de démocratie exemplaire ces dernières années.

Le pays maintient sa stabilité économique, bien que la majorité des commerces aient souffert de la crise liée au Covid-19. Sur le plan sanitaire, la vie a repris un cours relativement normal au Bénin, même si cette pandémie n'est pas encore terminée.

L'environnement de travail entre les ONG et les institutions administratives est correct. Néanmoins, le Président Patrice Talon met l'accent sur le rôle des ONG dans l'appui au développement économique du pays, tandis que l'AFD (Agence Française de Développement), préfère orienter son appui en faveur de l'accès aux services essentiels, de l'éducation et du secteur de l'énergie, principalement dans les zones urbaines.



FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

BENIN

NOTRE STRATÉGIE

La réimplantation d'ID au Bénin s'inscrit dans la continuité du partenariat noué avec le Groupement Intercommunal du Mono (GI Mono), suite à un appel à manifestation d'intérêt lancé par ID en 2016, portant sur l'appui à des acteurs de terrain dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. ID a souhaité tout d'abord agir sur le volet « infrastructures » avec la mise en place d'un service pilote de collecte et de traitement des boues de vidange. En effet, le département du Mono ne dispose ni d'un service public ou privé de vidange de fosses, ni d'un site de dépôtage ou de traitement. Les premières actions d'assainissement ont été initiées par ID sur le territoire béninois, ce qui confère à notre association à la fois l'expérience du territoire et une expertise reconnue dans cette thématique.

En supplément, riche de ses expériences d'appui au développement local, ID a ensuite initié des activités visant à l'amélioration des pratiques et de la gouvernance en matière d'assainissement avec un fort focus « genre ». En effet, il faut pallier les limites d'appropriation et d'implication des usagers des deux sexes et donc accompagner au changement de comportements. Dans cette optique, ID propose parallèlement trois méthodologies participatives novatrices dans le domaine de l'assainissement. Tout d'abord, elle met en place une Approche Orientée Changements (AOC), en formant l'ONG CERADID (Centre d'Étude et de Recherche-Action pour un développement intégré et durable) pour y parvenir. Puis elle coordonne la co-construction de solutions adaptées via la recherche-action en collaboration avec deux universités, celle de Parakou au Bénin, et celle de Bordeaux en France. Enfin elle organise des concertations pour que les populations priorisent des actions dans le cadre d'un budget participatif. L'ensemble de ces actions permet de placer au cœur de l'intervention d'ID, les six communes du département, les organisations de la société civile et les populations.

Au-delà du renforcement des acteurs, la stratégie de réimplantation d'ID implique de créer des partenariats nouveaux avec des acteurs techniques et financiers en Afrique de l'Ouest, et au Bénin particulièrement, et d'envisager la poursuite, voire l'extension des projets en cours.



NOS PERSPECTIVES

En 2022, Initiative Développement va poursuivre son double-axe d'intervention au Bénin, à savoir la mise en place effective d'un service intercommunal de collecte et de traitement des boues de vidange en vue de son extension sur d'autres localités du département du Mono, ainsi que le renforcement de la participation citoyenne dans la gouvernance de l'assainissement.

C'est notamment sur ce deuxième volet qu'ID souhaite renforcer ses actions sur le territoire béninois. L'étude d'impact sur les 10 années d'actions en faveur du développement local a fait clairement ressortir les enjeux d'une plus forte inclusion des groupes de populations vulnérables et marginalisées. Pour ce faire, GRAIND, partenaire historique d'ID dans le département de l'Atlantique depuis 2007, s'est engagé avec ID dans l'élaboration d'un nouveau projet, qui contribuera au développement social inclusif en renforçant les capacités des femmes et des jeunes à faciliter leur participation au processus de prise de décision.



Inter-AGIAL

«Appui à la mise en place d'une Gouvernance Inclusive et participative de l'Assainissement Liquide dans le Mono»



13 membres des équipes sensibilisés aux questions de genre et formés à l'approche de l'AOC



211 personnes mobilisées dans le cadre de l'AOC (issues de 6 quartiers de 3 communes), dont 51% de femmes



200 personnes présentes lors de la reddition de compte de la commune d'Athiémé



497 307 habitants du Mono bénéficiaires du projet

Dans le département du Mono, comme dans l'ensemble de la population béninoise, 57,5% de la population pratique la défécation à l'air libre. La situation sanitaire y est donc préoccupante sur les deux plans : celui de l'accès à l'assainissement liquide, et celui des comportements humains.

ID et le Groupe Intercommunal du Mono (GI-Mono), déjà mobilisés pour créer un service de vidange, sont porteurs d'un nouveau projet complémentaire, Inter-AGIAL. Lancé au printemps 2021, il vise à améliorer, via une démarche innovante, les pratiques de la population (en luttant notamment contre la défécation à l'air libre), et à structurer la gouvernance concertée du secteur en renforçant les capacités de la société civile, la participation citoyenne et la prise en compte du genre.

Pour ce faire, 2021 a été consacrée tout d'abord à l'installation de l'équipe qui réunit deux partenaires du Mono coordonnés et renforcés par ID et appuyés par deux universitaires. Les différents temps de formation des membres de l'équipe sur les questions de genre et surtout sur l'approche de l'Accompagnement Orienté Changement (AOC) ont constitué des temps forts. L'AOC a été alors déployée dans 6 quartiers



de 3 communes, avec 6 groupes de personnes afin qu'ils se mobilisent sur les problématiques qui les touchent et selon ce qu'ils ont défini par eux-mêmes. Ces échanges ont été enregistrés par des captations vidéo.

En complément, la réalisation d'une étude socio-anthropologique portant sur les déterminants des pratiques de la population a été réalisée, afin de fournir des données statistiques concrètes qui servent de bases aux activités à mettre en place (sensibilisations, causeries, concertations).

Enfin, dans une logique de transparence et de participation des citoyens, une commune a tenu une séance publique de reddition de compte. La transparence et la concertation ont aussi été concrétisées par la mise en place de deux comités de pilotage multi-acteurs qui rassemblent partenaires du projet et représentants institutionnels.



Mobilisation et pouvoir d'agir

L'AOC est une démarche innovante proposée dans le cadre du projet. Elle vise ici à se saisir des enjeux proposés par la population pour améliorer l'hygiène et l'assainissement, et à l'accompagner à évoluer en fonction de ce qu'elle définit, dans sa vision (orientation) comme dans son changement (moyens pour atteindre la vision). Cette approche fait l'objet d'un transfert de compétence d'ID à l'attention des partenaires de terrain, notamment de l'ONG CERADID, qui est chargée de la mise en œuvre de l'accompagnement auprès des acteurs.

2 quartiers de 3 communes (soit 6 au total) ont été sélectionnés sur la base de critères de dynamisme, d'interaction et de préoccupation à propos de ces sujets. Les groupes réunissent des membres issus de centres de santé, de groupements de femmes, de lieux de vie collective (marchés et gares), du monde de l'éducation, ou de communautés religieuses et traditionnelles. La démarche de l'AOC, qui consiste à faire d'abord définir les problèmes et les pistes de solutions envisagées par les acteurs eux-mêmes, est grandement appréciée par ces derniers. En accord avec eux, nous avons donc enclenché en 2022 l'étape suivante de l'AOC, et ces acteurs sont désormais suivis dans la mise en œuvre de leurs propres actions. Des témoignages viendront concrétiser et diffuser celles-ci à l'attention du reste de la population, grâce aux vidéos qui seront réalisées.



« Gestion Intercommunale des BOUES de vidange dans le département du Mono »



Un site de traitement des boues de vidange identifié



777 personnes touchées par les assemblées générales de concertation dont 44 % de femmes



6424 personnes concernées par les campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement, et de prévention aux risques d'infection au Covid-19, dont 58 % de femmes



497 307 habitants du Mono bénéficiaires du projet

Afin de pallier le déficit d'accès à l'assainissement dans le département du Mono, ID accompagne le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono) pour assurer l'accès des populations à un service d'assainissement géré en toute sécurité et à un coût abordable, et ainsi participer notamment à la lutte contre la propagation du Covid-19. Le projet GIBOU vise donc à mettre en place un service pilote de gestion des boues de vidange et à mettre en œuvre un programme de promotion du service et de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement.

En 2021, l'accent a été mis sur :

- La formalisation d'une stratégie de concertation au niveau des quartiers, ainsi qu'à l'échelle communale et intercommunale
- La sélection du site pilote de traitement des boues de vidange
- Le lancement des études techniques d'aménagement du site
- Le programme de prévention aux risques d'infection au Covid-19

Une analyse des pratiques et de la demande en service de curage et de vidange des fosses sur le département du Mono a d'abord été menée, afin d'élaborer plusieurs scénarios de gestion des boues à l'échelle du département. Suite à cette première étape, c'est un mode de gestion semi-centralisé qui a été retenu par le GI-Mono, avec la mise en place

de deux stations de traitement à proximité des communes de Lokossa et Grand-Popo qui centralisent une demande plus significative.

Les élus et les chefs de quartiers se sont par ailleurs montrés particulièrement impliqués sur cette première année du projet. La formalisation de la stratégie de concertation a encouragé leur participation ainsi que l'adhésion de la population à la mise en place du premier site de traitement. Deux assemblées générales ont été organisées dans les quartiers d'Adjakomey et de Gbodédji afin de définir et valider avec la population le lieu d'implantation de la station pilote. Ces assemblées ont accueilli environ 780 participants. Un site a ainsi été choisi sur la commune de Lokossa dans le quartier de Kladjéme.

Parallèlement à la sélection du site de traitement, une étude technique a été réalisée pour déterminer le choix du procédé de traitement des boues. Le comité technique du projet a opté pour le procédé dit des « lits de séchage plantés ». Cette étude a été suivie d'une campagne de prélèvement et d'analyse des boues pour affiner le dimensionnement des lits.



Sensibilisations à l'hygiène et à l'assainissement

Les actions de prévention et de sensibilisation aux risques de propagation du Covid-19 se sont multipliées en 2021. Afin de mener ces campagnes, six Organisations de la Société Civile (OSC), ont été sélectionnées (une par commune). Le GI-Mono a accompagné les OSC dans la mise en œuvre des sensibilisations en animant une formation pour renforcer leur méthodologie d'intervention et préciser les messages à transmettre lors des actions. L'implication et le dynamisme des OSC sélectionnées ont été fortement appréciés. Les structures ont une bonne connaissance du territoire et sont reconnues pour leurs engagements dans le département du Mono.

Les actions de prévention et de sensibilisation se sont déroulées au sein des marchés et gares routières de 5 communes. Ces lieux de passage et de rassemblement ont été prioritaires. Au cours de ces interventions, la population a été informée sur les symptômes du Covid-19, sur ses modes de transmission et sur les liens entre les mesures d'hygiène et d'assainissement et la prévention de cette maladie. Les OSC ont effectué des démonstrations sur le port des masques, le lavage des mains et la distanciation sociale. Elles ont aussi réalisé des jeux-concours, des sketches et des animations culturelles pour mobiliser davantage les participants.

La population touchée par les actions de prévention au Covid-19 est estimée à environ 6400 personnes :

- Houeyogbé : 2022 personnes, dont 1263 femmes
- Comé : 500 personnes, dont 236 femmes
- Athieme : 1109 personnes, dont 736 femmes
- Lokossa : 2293 personnes, dont 1259 femmes
- Bopa : 500 personnes, dont 250 femmes

Les actions de sensibilisation vont se poursuivre en 2022, et vont notamment porter sur la promotion du service de vidange. Cette campagne alliera un programme de communication de masse (radio, télévision locale, animations grand public, affichages, ...) et de proximité (groupes d'échanges, porte-à-porte, ...).

2 quartiers de 3 communes (soit 6 au total) ont été sélectionnés sur la base de critères de dynamisme, d'interaction et de préoccupation à propos de ces sujets. Les groupes réunissent des membres issus de centres de santé, de groupements de femmes, de lieux de vie collective (marchés et gares), du monde de l'éducation, ou de communautés religieuses et traditionnelles. La démarche de l'AOC, qui consiste à faire d'abord définir les problèmes et les pistes de solutions envisagées par les acteurs eux-mêmes, est grandement appréciée par ces derniers. En accord avec eux, nous avons donc enclenché en 2022 l'étape suivante de l'AOC, et ces acteurs sont désormais suivis dans la mise en œuvre de leurs propres actions. Des témoignages viendront concrétiser et diffuser celles-ci à l'attention du reste de la population, grâce aux vidéos qui seront réalisées.

Programme FYDECO

Octobre 2017 - Mars 2022
1 863 000 €



Programme PISSCA

Juillet 2021 - Mars 2023
85 901 €



Partenaires financiers

Ambassade de France en Union des Comores

Agence Française de Développement (AFD)

Fonds Français Mondial pour l'Environnement

Payan Bertrand

SRC Trading

Partenaires opérationnels

2Mains

Dahari

Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives
de Développement (IFAID)

Maecha

Planète Bois

Accompagner les acteurs de demain

Le contexte global en Union des Comores reste relativement calme, sur fond de turbulences politiques toujours palpables. Juin 2021 aurait dû voir le passage de la présidence à l'Île d'Anjouan, une disposition autrefois clé de l'équilibre comorien, et qui a été modifiée en 2018. L'opposition reste peu visible, du fait des représailles systématiques et des tactiques d'intimidation qui demeurent monnaie courante.

La pandémie de la Covid-19 a fragilisé l'économie et les faibles moyens de prise en charge médicale dont dispose le pays, conduisant à des mesures drastiques lors de la 2ème vague début 2021, avec fermeture des lieux de culte et d'enseignement, couvre-feu à 20h, port du masque obligatoire, et distribution d'amendes en cas d'infraction.

Le contexte économique reste morose. Plus particulièrement, la crise de l'ylang-ylang a déjà impacté les revenus d'une partie de la population, et les pertes se sont aggravées avec la pandémie. La mévente persiste, en dépit des prévisions et des tentatives de reprise.

La coopération au développement se renforce, notamment entre la France et les Comores qui concrétisent depuis 2021 la mise en œuvre du Plan de Développement France-Comores (PDFC), un ambitieux dispositif bilatéral facilitant la mise en œuvre de grands projets de développement pour un portefeuille de 150 millions d'euros. Différents grands programmes sont prévus, notamment en matière d'éducation, de santé et de développement économique, sous l'égide de l'Agence Française de Développement (AFD) qui porte la mise en œuvre de ce programme.



FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

UNION DES COMORES

NOTRE STRATÉGIE

ID est présente en Union des Comores depuis 1996, ce qui en fait l'une des ONG les plus durables à opérer dans les îles qui constituent un contexte opérationnel dont la volatilité est avérée. Avec plus de 25 ans de présence, ID bénéficie d'une connaissance approfondie des Comores, d'une expérience, d'une reconnaissance et d'une intimité opérationnelle avec les populations, les acteurs locaux, institutionnels et les bailleurs de fonds de l'Union, et est un acteur bien intégré dans le paysage social comorien.

Si ID y a mené des projets variés autour de thématiques liées à la santé, l'eau et l'assainissement et d'autres encore, depuis près de 10 ans c'est l'accompagnement des filières durables de distillation ylang-ylang qui constitue une pierre angulaire d'intervention pour l'ONG. Agissant initialement sur un créneau d'innovation technologique autour des techniques et alambics de distillation traditionnels présentant une consommation de bois trop élevée, ID a progressivement poursuivi une logique de « site » plus holistique dans son développement. Ainsi, l'association a réalisé des actions autour des enjeux d'approvisionnement en bois, de gestion des résidus de distillation-combustion, de professionnalisation des acteurs, et promu l'écoresponsabilité transversalement. Près de 10 ans plus tard, ce sont 55 sites de distillation au sein des 3 îles de l'archipel qui sont recensés comme ayant bénéficié de l'appui d'ID. Cet héritage a par ailleurs inspiré les actions de l'ONG chez son voisin, à Madagascar, où un projet de distillation de l'huile essentielle de girofle est porté depuis fin 2020.

Si les avancées et résultats sont déjà remarquables, ID entend pour autant poursuivre son implication au cœur de cette filière qu'elle a profondément marqué de ses actions, en étant à l'origine récemment, grâce à une démarche appliquée d'Approche Orientée Changement (AOC), de la première interprofession de l'ylang-ylang aux Comores (première association nationale de cette sorte) reposant également sur 3 associations insulaires relais.

En 2021, ID a également pu réinvestir une action stratégique d'accompagnement de la société civile comorienne. Bien que l'ONG ait toujours

maintenu aux Comores un dispositif opérationnel en forte collaboration avec les acteurs locaux du pays, contribuant à leur structuration et à leur longévité, un nouveau financement (PISCCA) de l'Ambassade de France en Union des Comores permet aujourd'hui à l'ONG de positionner et transmettre son savoir-faire en matière de renforcement organisationnel et d'accompagnement à plusieurs niveaux des Organisations de la Société Civile (OSC). Cet engagement devrait constituer un nouveau pilier d'intervention pour 2022 et au-delà.



NOS PERSPECTIVES

En 2022 Initiative Développement en Union des Comores entend poursuivre un double axe d'intervention, en premier lieu sur la poursuite de son accompagnement au développement de la filière écoresponsable de l'Ylang, qui s'intégrera dans une logique multi-pays portée à partir de Madagascar au niveau de la coordination pays. Les acquis de l'ONG seront capitalisés et le partage de pratiques encouragé pour permettre un périmètre d'intervention continuant de positionner l'écoresponsabilité comme un impondérable.

Le deuxième axe poursuivi sera celui d'un accompagnement renforcé de la société civile. Il est dans l'ADN d'ID de renforcer les capacités d'un développement autonome des populations et d'une approche durable du territoire. La pertinence de cette volonté est d'autant plus éclatante dans un contexte comme celui des Comores où la société civile manque d'une structuration évidente, avec des pratiques et phénomènes tels que l'absence d'enregistrement, un faible nombre d'OSC locales pouvant accéder à des programmes de subventions, un faible niveau de pérennité, etc. L'objectif est d'investir dans la société civile comorienne de demain en apportant une expertise pour susciter, identifier, renforcer et promouvoir la demande des acteurs locaux. La ligne de conduite pour les années à venir sera guidée par le principe de complémentarité, afin de favoriser une empreinte durable de type écosystémique et de garantir un impact maximal. Pour ce faire, ID cherchera à investir à la fois auprès de partenaires institutionnalisés, mais aussi auprès d'OSC plus petites, non encore structurées, dotées de talents et d'un potentiel d'innovation, qui bénéficieront de son expertise en matière de renforcement des capacités.

ID s'emploiera également à la création d'un terrain fertile pour la durabilité en plaidant aux niveaux institutionnels supérieurs, en créant par exemple des espaces/platformes (séminaires, comité de pilotage, etc.) pour que les deux mondes se rencontrent et avancent conjointement dans le développement du pays.



FYDECO

« Filière Ylang-ylang, Distillation ECOresponsable »



16 distillateurs engagés dans une démarche écoresponsable



1 foyer amélioré à très haute performance énergétique
V5.1 créé



55 UDAFEs (Unités de Distillation à Foyer Econome) en fonctionnement



1 Interprofession nationale et 3 associations relais insulaires créées avec 461 participants aux journées préparant leur création



53 796 plants d'arbres distribués et suivis



1 358 agriculteurs formés

Le projet FYDECO promeut l'implication des acteurs de la filière ylang-ylang en vue d'une production durable, économe en bois, respectueuse de celles et ceux qui y travaillent et préservant l'environnement.

Il développe 5 axes d'intervention :

- La recherche-développement, en concevant des foyers de distillations économes toujours plus performants, le dernier prototype testé fin 2021 présentant une réduction de 70% de consommation de bois par rapport à un alambic à foyer traditionnel



- La promotion de sites de distillation écoresponsables, avec 12 distillateurs en convention de partenariat avec ID, prévoyant un aménagement professionnel de leur site (amélioration des conditions de travail et de sécurité, réduction des consommations de bois et d'eau, valorisation des résidus, formation des intervenants). 4 autres sites se sont rattachés à cette dynamique au travers d'une action de formation de leurs techniciens de distillation et l'aménagement de séchoirs à bois sur site
- La structuration et l'accompagnement de l'Interprofession comorienne de la filière ylang ; enregistrée en février 2021, elle a maintenant une association relais dans chacune des trois îles. La 1ère Assemblée Générale nationale s'est tenue fin novembre, et une 1ère journée nationale de concertation s'est organisée en décembre
- Une « Approche Orientée Changement », dans la région du Niumakélé sur l'île d'Anjouan, avec l'instauration d'un dialogue entre villages et acteurs, des actes de solidarité en cette période de crise de la filière, et une organisation véritablement collective pour se préserver des vols et d'opérateurs peu scrupuleux
- Le reboisement, porté par l'ONG comorienne partenaire Dahari, au travers d'une démarche participative avec les agriculteurs, leur formation, la production de plants par pépinières, leur distribution et la mise sur pied d'un outil de suivi

Témoignage

« Nous étions vraiment ignorantes. Après la cueillette, on n'arrivait pas à lire une balance, on ne comprenait rien de tout ce qu'on nous disait et donc on ne savait pas si c'était vrai ou non. On n'arrivait même pas à faire les calculs pour savoir combien on doit gagner sur le nombre de kilogrammes de fleurs obtenus. Aujourd'hui nous sommes capables de lire une balance et on peut aussi faire nos propres calculs pour savoir combien on doit gagner sur nos fleurs. »

Latufa, cueilleuse, présidente du groupement des cueilleuses zone AOC, bénéficiaire des actions d'alphabétisation et soutien aux cueilleuses du projet FYDECO



Un nouvel alambic de distillation innovant

À Anjouan aux Comores, grâce au financement de l'Agence Française de Développement, du Fonds Français pour l'Environnement Mondial ainsi que de nombreux autres partenaires financiers, ID et son partenaire Planète Bois ont œuvré durant 2021 au développement d'un nouvel alambic de distillation d'huile essentielle d'ylang-ylang.

Cet alambic entend constituer une véritable innovation technologique au service d'un processus de distillation :

- Se revendiquant moins impactant pour l'environnement – en effectuant une économie de bois de chauffe significative
- Permettant d'obtenir une meilleure qualité des huiles essentielles produites – dites de qualités « extra » et « extra plus »
- Et favorisant un rendement plus avantageux pour l'ensemble de la chaîne de valeur des acteurs « de l'amont » de la filière, du producteur propriétaire d'ylangueraies au manœuvre distillateur en passant par les cueilleuses et les producteurs distillateurs.

L'ONG a mené un long processus de recherche et développement (R&D) technologique, en s'appuyant sur les savoir-faire constructifs locaux et les matériaux disponibles pour rendre plus efficiente la production d'énergie à partir du bois combustible. Le prototype créé fin 2021 représente une innovation encore supérieure à un précédent alambic développé il y a quelques années, et dénommé UDAFE 4.1. Véritable saut technologique, il a été permis par l'introduction d'une série de savoir-faire dans les domaines de la construction et de la combustion, apportés par Planète Bois.

Ses principales données de performance, dont la consommation de bois-énergie, parlent d'elles-mêmes :

- Un alambic de distillation à foyer traditionnel (AT), outre des conditions de travail extrêmement pénibles et nocives pour la santé des manœuvres, est à l'origine d'une consommation de bois excessive d'en moyenne 80kg de bois à l'heure
- Un foyer amélioré type UDAFE (unité de distillation à foyer économe) a déjà divisé par 2 ces consommations (dans des bonnes conditions d'utilisation et d'entretien), avec 40kg moyen/heure de distillation
- Les premiers tests du prototype V5.1 développé par ID Comores et Planète Bois aboutissent à une consommation de 12 à 15kg à l'heure.

Forts de cette percée de taille dans le secteur de l'innovation en distillation, ID et l'ensemble de ses partenaires techniques et financiers réfléchissent à l'heure actuelle à une poursuite de leurs activités au cœur de la filière ylang-ylang malheureusement très fortement impactée ces dernières années, et plus particulièrement avec la pandémie mondiale de la Covid-19.



PISCCA

« accompagnement des organisations de la société civile »



11 organisations de la société civile comorienne accompagnées



165 participants du programmes issus des OSC accompagnées bénéficiant d'actions de renforcement organisationnels et institutionnel, dont 41% de femmes



42 participants à la formation en gestion de projet, dont 26% de femmes



16 communautés villageoises in fine bénéficiaires des actions de renforcement aux OSC

La mise en place de ce programme de renforcement de capacités à destination des OSC bénéficiaires du fonds PISSCA s'établit sur l'année 2021-2023. Le programme PISCCA est un dispositif de l'Ambassade de France qui soutient les initiatives de la société civile comorienne à travers des micro-projets. L'intervention d'ID, également lauréate, consiste à appuyer et conseiller 11 OSC lauréates dans un parcours formateur à la fois sur les aspects techniques de leurs projets et sur les outils méthodologiques, notamment ceux e suivi des activités, mais également sur les aspects liés à leur structuration.

L'approche et le positionnement de l'ONG est celui d'un accompagnement-appui conseil de proximité et personnalisé permettant non seulement de renforcer la bonne mise en œuvre des projets PISCCA, mais aussi, tant que possible, de faire évoluer les OSC dans leur propre structuration et organisation interne.

ID Comores met en œuvre ce programme en partenariat avec l'IFAID et avec l'appui technique du siège d'ID.



Mobilisation et pouvoir d'agir

11 des 18 organisations de la société civile financées dans le cadre du programme PISCCA de l'Ambassade de France bénéficient d'un accompagnement de proximité conduit par ID, pour renforcer leur autonomie administrative et financière (3 à Anjouan, 4 à Mohéli et 4 en Grande Comores).

Le processus est lancé depuis septembre 2021 sur chaque île. La mise en œuvre du dispositif de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) est une méthodologie d'animation d'ateliers auprès des OSC où chacune s'identifie à son niveau, détermine sa vision et ses défis (ce qu'elle veut faire et devenir) et identifie des actions internes et des besoins en renforcement pour y parvenir. La première phase pose un diagnostic sur le fonctionnement et les ambitions de chaque OSC et permet aux membres des associations de s'exprimer, de se connaître entre eux et de partager un temps de réflexion sur leur raison d'être et leur devenir au sein de leur organisation.

De plus une première formation en élaboration et gestion de projet est dispensée aux OSC afin de les initier à la gestion du cycle d'un projet. L'objectif est que les participants puissent proposer et mettre en œuvre des projets plus pertinents, cohérents et structurés, ayant des impacts positifs et significatifs, et de permettre aux participants d'inscrire leurs actions dans le développement local, en privilégiant les démarches partenariales et participatives. Grâce PISSCA, les OSC ont ainsi l'occasion d'échanger sur leurs projets respectifs, de préciser leur propre projet avec l'aide des autres participants, et de permettre aux participants de transmettre la formation aux autres membres de leur association. L'objectif de cet accompagnement est de renforcer la compétence et l'autonomie des OSC comoriennes.

Programme NZELA

Janvier 2020 – Janvier 2024
831 597 €



Programme NOVAI

Décembre 2020 – Août 2024
792 737 €



Programme ADEL DH

Décembre 2018 – Novembre 2021
775 002 €



Programme ATESOC

Mars 2021 – Février 2023
149 920 €



Partenaires financiers



Agence Française de Développement (AFD)



Région Nouvelle-Aquitaine (RNA)



Délégation de l'Union Européenne au Congo



European Forest Institute (EFI)

Partenaires opérationnels

Action Contre la Pauvreté (ACP)

Association des Communautés Locales et Autochtones en zones Forestières (ACAF)

Association des femmes de la Bouenza (AFDB)

Association pour la Protection des Droits des peuples Autochtones et Personnes Vulnérables (APDPA-PV)

Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (APVPS)

Centre d'Echanges et de ressources pour la Promotion des Actions Communautaires (CERPAC)

Conseil départemental du Pool

European Forest Institute (EFI)

GRET

Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier (MATIER)

Ordre de Malte France (OMF)

Une mission en plein renouvellement !

Sur le plan politique, l'année 2021 a été marquée par l'élection présidentielle qui a vu Denis Sassou-Nguesso réélu pour un nouveau mandat avec un score relativement haut et une opposition peu organisée. Économiquement, le pays reste exsangue, ce que la crise Covid n'a fait que renforcer, bien que le pays ait peu été touché sur le plan sanitaire. Les populations les plus vulnérables sont les premières victimes de cette crise. Les négociations avec le FMI se poursuivent pour rééchelonner les dettes du pays. Sur le plan sécuritaire, le pays reste calme y compris dans le département du Pool frappé par une crise jusqu'à la fin 2017 mais le processus Démobilisation – Désarmement – Réhabilitation (DDR) est au point mort. Les zones proches de l'Oubangui et du fleuve Congo restent soumises à des risques d'inondations importants et récurrents, en lien avec les changements climatiques ; des villages entiers sont inondés à ce jour mais la réponse humanitaire est très faible.

Pays non prioritaire pour l'Aide Publique au Développement (APD), les financements humanitaires (développement/urgence) restent limités bien que les besoins soient réels. Malgré tout, grâce au plaidoyer, un intérêt se fait sentir pour agir dans le pays. Les financements de la protection de l'environnement (gestion des forêts/ressources naturelles, adaptation aux changements climatiques etc.) sont importants, à l'image du Central African Forest Initiative (CAFI). L'AFD et l'UE sont les principaux bailleurs de développement dans le pays et tendent à ajuster leurs stratégies qui s'inscrivent souvent dans une dimension régionale, notamment en lien avec la gestion des forêts du Bassin du Congo. L'environnement de travail pour les ONG reste relativement favorable, dans un contexte où toutefois celles-ci présentent une typologie particulière : peu d'ONG urgentistes, seulement quelques-unes autour de la thématique du développement, et un nombre important autour de celle de la conservation. Parmi les raisons de ce constat, citons la faiblesse des financements dans le pays (sauf en ce qui concerne l'environnement), une population restreinte, un couvert forestier important et un pays classé à revenus intermédiaires inférieurs.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

CONGO-BRAZZAVILLE

NOTRE STRATÉGIE

L'année 2021 a été marquée par un certain renouveau des projets de la mission ID Congo. Bien que ceux-ci étaient prévus et positifs, ils n'en ont pas moins représenté un changement important, qu'il a fallu accompagner. Tout d'abord, ID a renforcé son action dans le domaine du développement local, thématique la plus implantée dans le pays. Ainsi, le projet NOVAI « Nkayi – Owando, Villes Assainies et Inclusives », issu du programme « Villes résilientes en République du Congo » financé par l'Union Européenne (UE) a été lancé. Par ailleurs, le programme NZELA, lancé en 2020, qui vise à renforcer les droits des populations autochtones du département de la Likouala, a pu monter en puissance grâce à l'obtention d'un financement de l'UE. De même, pour la première fois, ID s'implique dans un projet d'expertise sur l'aménagement du territoire, ATESOC, soutenu par l'Institut Européen des Forêts. Il vise à concevoir un guide méthodologique en vue de concevoir un Schéma Départemental d'Aménagement du Territoire (SDAT). Enfin, le programme « Renforcer dans 3 districts de la Lékoumou le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'État de droit », qui a lancé les premières bases d'une approche inédite mêlant développement local et droits humains, reprise et adaptée dans NZELA, s'est achevé. Ce sont ainsi 5 années de présence d'ID dans la Lékoumou

qui se clôturent, laissant tout de même 3 Comités de Développement Locaux (CDL) actifs, moteurs pour la promotion d'un développement local soutenable, harmonieux et respectueux de toutes et tous.

Parallèlement à ce renouvellement des projets, la structuration de la mission ID Congo, qui se poursuit toujours, a représenté un enjeu majeur. Il s'agit de consolider les acquis obtenus depuis 2014, date de son ouverture à Brazzaville, mais aussi de renforcer les procédures administratives, financières, programmatiques et des ressources humaines, afin de répondre aux fortes attentes des bailleurs. De même, dans le contexte d'un pays où les ressources financières restent limitées pour les projets de développement, malgré la pertinence d'y intervenir, il nous a fallu lancer une réflexion importante sur les futures actions portées par l'ONG, à échelle nationale, notamment en diversifiant les thématiques, mais aussi à échelle régionale. En effet, dès 2022, l'implantation d'Initiative Développement au Congo va s'élargir au-delà de ses frontières, pour commencer à s'étendre sur d'autres pays d'Afrique Centrale.

NOS PERSPECTIVES

Pour les prochains mois, il nous faudra avant tout poursuivre le travail de structuration lancé en 2021 qui doit être encore consolidé, afin de rendre la mission moins vulnérable aux aléas des projets et des financements. Au-delà du maintien et du renforcement des actions autour de la thématique du développement local, il est prévu de réactiver les initiatives autour de la thématique Climat, Energie, Forêt (CEF), notamment en capitalisant sur l'expérience Filière Cuiseurs Economes (FCE), mise en place au Congo jusqu'en fin d'année 2020. Plusieurs bailleurs dont le CAFI ont démontré leur intérêt.

Par ailleurs, l'élargissement de la mission à l'Afrique centrale va se matérialiser par l'implication d'ID dans un consortium régional portant sur la défense des droits humains, en particulier les droits des femmes et des minorités sexuelles, dans 4 pays : Congo, République Démocratique du Congo (RDC), Cameroun et Gabon. Ce consortium est soutenu par l'AFD et la Délégation de l'Union européenne au Gabon. Il s'agira de participer à l'émergence d'Organisations de Défenses des Droits Humains (ODDH), à travers des actions de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) et d'Approches Orientées Changement (AOC).





ADEL DH

« Renforcer, dans trois districts de la Lékoumou, le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit »

Présente depuis 2018 dans la Lékoumou, ID a rapidement pu constater la vulnérabilité de trois groupes d'habitants : les femmes, les jeunes et les autochtones. Les premiers éléments de diagnostic démontrent la situation de déconsidération, les discriminations et la marginalisation de ces groupes.

Sur base de ce constat est né le projet « Renforcer, dans trois districts de la Lékoumou, le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit » cofinancé par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (décembre 2018 – décembre 2021).

Ce programme s'est engagé dans la poursuite de la promotion du développement local, tout en y associant la défense et le développement des droits humains des groupes les plus vulnérables, afin de promouvoir un changement plus global de regards et de considération quant à ces derniers.

En s'appuyant sur deux cadres de concertation préexistants et un nouveau mis en place, un processus de diagnostic mêlant développement local et droits humains a été déployé. Une planification concertée, en lien avec des PDL, a abouti au choix de 10 projets structurants d'amélioration des conditions de vie et de respect des droits des populations, dans la zone d'action. Leur mise en œuvre s'est poursuivie tout au long de l'année 2021. On peut citer par exemple les appuis à la vulgarisation des textes de loi, ou à des filières agricoles locales, ou encore à l'ouverture d'une bibliothèque.

En outre, un processus d'appel à microprojets mêlant également développement local et droits humains a été conduit dans les trois districts, par chaque cadre de concertation, aboutissant à la sélection de porteurs de projets femmes, jeunes, autochtones, Bantous. Parmi les initiatives soutenues, on peut citer l'organisation de séances de sensibilisation sur les droits pour les populations autochtones et les victimes de violences basées sur le genre, ou encore l'amélioration de l'accès à l'état civil.

Enfin, le projet s'est clôturé en fin d'année 2021 par une table ronde pour la promotion des droits humains, via le partage de cette expérience innovante mêlant développement local et droits humains auprès de partenaires nationaux et internationaux œuvrant dans ce secteur, mais aussi des partenaires techniques et financiers.



Participation et implication des autorités locales dans la promotion des droits humains

Au Congo, bien que la loi n°05-2011 portant sur « la protection et promotion des populations autochtones » fasse du Congo le premier pays de la région à porter une telle législation, la mise en application des droits humains fut très longue ; il a ainsi fallu attendre 8 ans avant l'adoption des décrets d'application. Cette ambiguïté se traduit de façon concrète dans les différents départements du pays, par un maintien des discriminations envers les autochtones, notamment dans le département forestier de la Lékoumou, particulièrement pauvre et reculé.

Dans le cadre du programme « Renforcer dans 3 districts de la Lékoumou le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit », cofinancé par l'Union Européenne et l'AFD, ID et ses partenaires ont notamment conduit des actions d'appui institutionnel aux autorités locales, dans le but que

celles-ci soient en mesure de soutenir et relayer la société civile, qui s'implique sur cette problématique, à travers la mise en place d'espaces de concertation, les Comités de Développement Local.

L'approche adoptée par ID a été de renforcer les capacités des autorités locales sur la législation congolaise en matière de droits humains. Ces ateliers avaient pour objectif de familiariser les autorités locales avec les textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits humains. Ce fut aussi l'occasion de vulgariser les récents décrets d'application de cette nouvelle loi auprès des autorités.

Cependant, les autorités locales font face à plusieurs contraintes qui les empêchent de mener toutes les actions qu'elles envisagent, tant au niveau du département que des districts. Parmi elles, on peut citer l'inadéquation entre certaines dispositions légales et les principes des droits humains, ce qui rend difficile leur application (Code de la Famille au Congo « obsolète » car datant de 1984...), ainsi que l'absence de décrets d'application pour certaines lois (comme la loi n°04-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant au Congo).

Toutefois, plusieurs actions concrètes ont été menées par les autorités locales suite à ces ateliers. Par exemple, le médecin chef s'est engagé à appliquer la consultation gratuite pour les Akas. De même, le secrétaire général de Zanaga a initié une sensibilisation des populations autochtones à l'importance de l'éducation pour les enfants.





NZELA

« Renforcer les droits des populations autochtones dans le district d'Enyellé »

Dans la Likouala, les discriminations à l'égard des peuples autochtones sont particulièrement fortes et ancrées dans les mœurs locales, malgré le fait que ces derniers constituent une part importante de la population. Comme dans le reste de la Likouala, le district d'Enyellé est marqué par une forte domination des Bantous sur les populations autochtones, les Akas, qui se traduit par une relation de tutelle qualifiée encore parfois de relation « maître/esclave », dite relation du « milo ». Les Akas n'ont pas l'opportunité de devenir financièrement indépendants et de participer aux décisions locales de leur territoire. Malgré l'interdépendance des deux communautés, les échanges économiques et l'accès aux droits sont déséquilibrés et à l'unique profit des Bantous, même si ceux-ci vivent aussi généralement de manière précaire y compris quant à l'accès à leurs droits.

Face à ces problématiques, le projet NZELA (2020-2024), cofinancé par l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement vise à renforcer, promouvoir et défendre les droits humains, en particulier ceux des populations autochtones, dans le district d'Enyellé.

En 2021, après les consultations et réunions réalisées dans le cadre du lancement, NZELA poursuit sa dynamique. Deux études ont été réalisées (diagnostic droits humains, étude socio-anthropologique) afin de dresser un portrait plus précis de la situation des droits des populations autochtones dans le district, et d'apporter des éléments essentiels sur la relation d'interdépendance existante entre Akas et Bantous. Le volet d'accompagnement pour l'amélioration de la relation du « milo » mené auprès des 40 binômes Aka/Bantou volontaires sélectionnés a pris son envol avec l'organisation de deux premiers ateliers non-mixtes entre octobre et décembre. Les conclusions des concertations menées pour définir les activités génératrices de revenus ont conduit à formuler différentes stratégies de mise en œuvre des activités (appui à la campagne des chenilles, pêche, maraîchage et arboriculture, etc.) et de procéder à l'identification des porteurs d'initiative qui seront appuyés en 2022.

Suite à la signature d'une charte d'engagement avec la préfecture d'Impfondo en juillet, plus de 53 représentants et autorités locales ont été formés aux droits humains, en particulier aux droits des populations autochtones. La documentation des premiers cas de violations des droits a permis de renforcer la collaboration avec les autorités, et de mettre en place le mécanisme de réponse lié au fonds d'urgence.

Des sensibilisations ont également été réalisées au sein des communautés avec l'organisation d'une « caravane des droits », en novembre. Aussi, plus de 400 habitants du district ont été sensibilisés aux droits et au patrimoine autochtones lors des célébrations des « journées spéciales », organisées avec le soutien des comités communautaires : la journée internationale pour la diversité culturelle, le dialogue et le développement (21 mai), celle des peuples autochtones (9 août) ou encore celle des droits humains (10 décembre).



Mobilisation et pouvoir d'agir

Des innovantes Approches Orientées Changement (AOC) sont mises en œuvre par ID dans le cadre du programme NZELA dans le district d'Enyellé (département de la Likouala) afin de promouvoir l'amélioration de cette cohabitation entre Bantous et autochtones, dite relation du « milo ».

Celles-ci passent par l'accompagnement de 40 binômes Bantou/ Aka sélectionnés sur leur volonté d'améliorer leur relation historique qui existe sous forme de tutelle, d'appartenance familiale assimilée aux liens de parenté, de complémentarité et d'interdépendance.

Le dialogue s'est organisé autour de six problématiques clés dans la relation : le travail mal rémunéré par les Bantous ; l'escroquerie réciproque ; la difficulté Akas à gérer l'argent et à réaliser leurs propres activités personnelles du fait qu'ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les Bantous ; l'ivresse des Akas via la surconsommation des drogues et d'alcools ; et la faible représentativité de cette population autochtone dans les instances locales.

La démarche d'accompagnement a d'abord été conduite séparément via des ateliers non-mixtes, ce qui a permis aux deux communautés de

s'exprimer réciproquement, avec le minimum de biais et tabous, sur leur désir d'équilibrer la relation et la définition des contributions susceptibles de conduire aux changements souhaités (solutions proposées en réponse aux problématiques discutées, par exemple : refus du système de « dettes » et du travail forcé, rémunération égalitaire, apprentissage de la gestion de l'argent, etc.). Puis, dans un deuxième temps, un dernier atelier « fusion » a été organisé pour mettre en commun les conclusions de ces échanges afin d'aboutir à une vision consensuelle des changements à entreprendre, de part et d'autre, pour parvenir à cet « idéal » commun.

Après quoi, des fonds seront mis à la disposition des Akas mais aussi des Bantous qui les auront accompagnés dans leur émancipation pour la mise en œuvre d'actions encourageant la réalisation des changements souhaités ; une manière d'inciter ces derniers à suivre leur engagement et d'éviter la discrimination positive, la jalousie et les conflits pouvant résulter d'un appui unilatéral.





NOVAI

« Villes résilientes en République du Congo »

En 2021, Initiative Développement s'est engagée dans le programme « Villes résilientes en République du Congo », financé par l'Union européenne. Sous l'égide du GRET, ID est en charge des aspects « société civile », visant non seulement à mobiliser les habitantes et habitants des villes de Nkayi et Owando, en faveur de l'amélioration de l'assainissement, mais aussi à renforcer leurs capacités à participer à la gouvernance urbaine.

Ainsi, pour renforcer le pouvoir d'agir des acteurs et espérer aboutir à un engagement citoyen des populations sur les pratiques d'hygiène et d'assainissement, des Approches Orientées Changement (AOC) appliquées à la mobilisation sociale sont utilisées. Afin de mieux cerner les réalités rencontrées, une étude socio-anthropologique a été menée, afin de mettre en lumière les déterminants socio-culturels, économiques, environnementaux, sanitaires et religieux, qui ont une influence sur les représentations et les pratiques collectives et individuelles, en matière d'hygiène et assainissement. Ce dispositif a permis d'identifier des problématiques vécues et ressenties par la population en faisant le lien avec les différentes catégories d'acteurs (responsables des confessions religieuses, responsables de quartiers, éducateurs, hommes, femmes et jeunes) pouvant influencer le changement de comportement. En outre, une démarche de collecte d'informations, basée sur les échanges libres avec des personnes ressources, croisée aux observations dans les quartiers, a permis d'identifier 3 zones favorables pour faire émerger ce processus de changement.

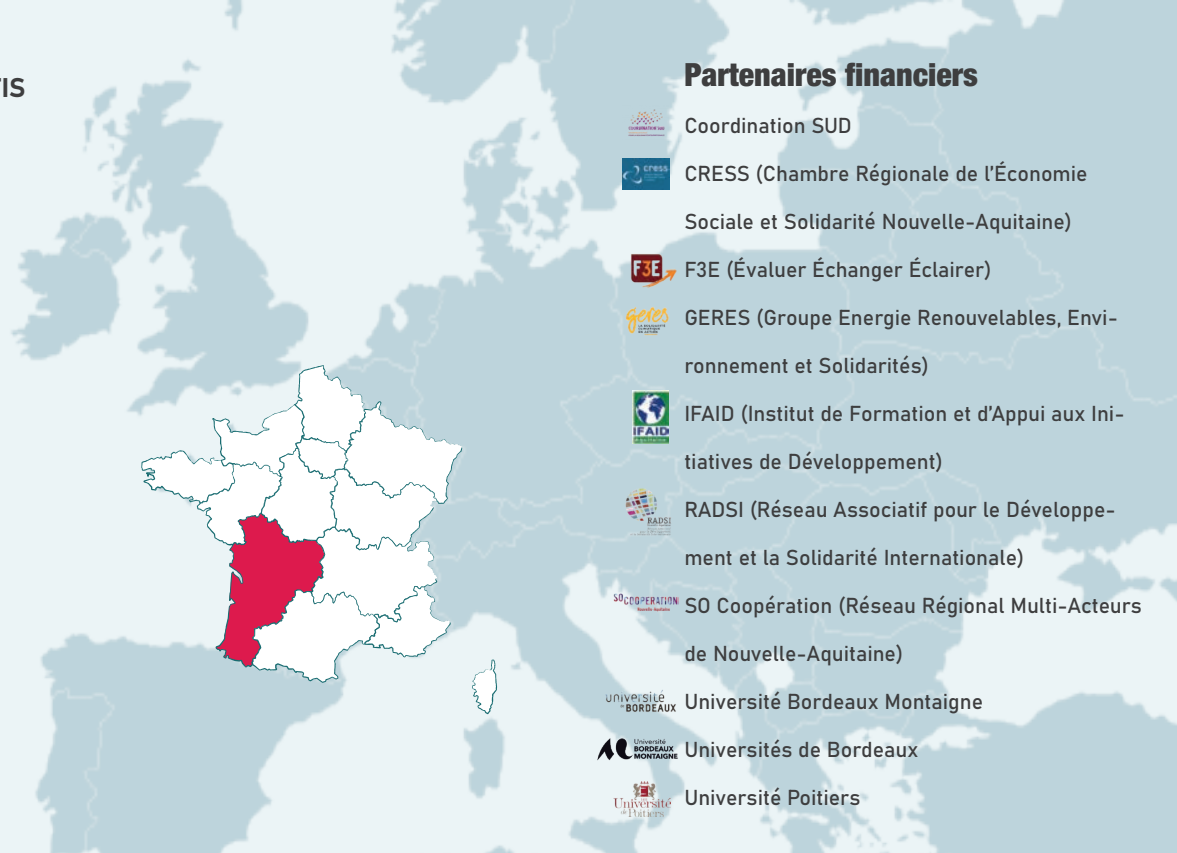
Une équipe de 27 acteurs (issus de l'AFDB et de l'ACP, codemandeurs locaux et membres de la société civile) a été formée sur les techniques d'animation/facilitation pour aboutir à l'animation des ateliers de réflexion de l'AOC. Ces ateliers ont permis aux participantes et participants de fixer des visions d'amélioration, en lien avec les problèmes d'hygiène et d'assainissement identifiés. Pour soutenir ces acteurs, un dispositif de suivi/encouragement a été mis en place. Le projet se poursuivra en 2022 avec la sélection de 20 associations afin qu'elles puissent se structurer, via un renforcement. De même, les premières pierres d'un budget participatif seront posées.



ATESOC

« Aménagement du Territoire et Société Civile »

Initiative Développement a débuté en 2021 le projet Aménagement du Territoire et Société Civile (ATESOC) en République du Congo. Celui-ci est financé par l'European Forest Institute (EFI), pour une durée de 2 ans. Il s'agit tout d'abord, grâce à l'appui d'une expertise internalisée à l'ONG, et en se basant sur l'expérience acquise dans le cadre des projets de développement local menés au Congo depuis de nombreuses années, de construire un guide méthodologique en vue de réaliser des Schémas Départementaux d'Aménagement du Territoire (SDAT). Un processus de co-construction s'est déroulé tout au long de l'année 2021, en lien direct avec la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire (DGAT), mais aussi diverses parties prenantes issues de la société civile, du secteur privé et des institutions nationales et locales. Une version finalisée, quoique itérative, sortira courant 2022. Ensuite, ce guide sera testé sur le terrain pour vérifier sa bonne adéquation avec les réalités du contexte en proposant, le cas échéant, d'éventuels ajustements. Le Département du Pool, partie prenante du processus d'élaboration de ce guide depuis le début du projet et dans lequel ID a un historique d'actions, a été choisi comme département pilote afin d'effectuer ces tests. Dans le cadre du projet ATESOC, ID apporte également un soutien pratique à EFI, l'expert assurant une correspondance dans le pays pour cette institution.



La délégation régionale fête ses 3 ans

En France, nous avons fait le choix de créer il y a 3 ans une délégation régionale en Nouvelle-Aquitaine où ID a son siège (Poitiers) et de la baser dans la métropole bordelaise, capitale de la plus vaste région française. Occupant une grande partie du sud-ouest du pays, la région s'étend sur un territoire aussi large que l'Autriche. La RNA est un territoire particulièrement vulnérable au changement climatique. Première région agricole de France, ses principales industries sont agricoles/viticoles, aéronautiques, et chimiques. Elle est caractérisée par une grande diversité (villes à forte croissance démographique), de grandes zones rurales (la métropole bordelaise est aussi peuplée que certaines capitales européennes comme Dublin ou Sofia), 720 km de littoral et deux estuaires, la chaîne montagneuse des Pyrénées, et le Marais Poitevin, entre autres. Elle est aussi la 1ère région française en recherche et développement (R&D), accueille 194 000 d'étudiantes et d'étudiants à travers 6 pôles universitaires majeurs en Europe, dont les campus de Bordeaux et Poitiers.

Au vu de ces enjeux de transition locaux comme globaux, nous avons à cœur de créer des ponts entre cette région, l'Afrique subsaharienne francophone et Haïti, les territoires d'action d'ID, depuis près de 30 ans. La compréhension fine des contextes, la présence d'ID et les réseaux qui y sont établis sont au service des action d'ID. Les territoires d'action d'ID hors France sont particulièrement vulnérables au changement climatique, et hébergent de nombreuses initiatives apportant des réponses concrètes. Notre action s'inscrit dans cet enrichissement mutuel pour répondre à leurs enjeux de transition sociale et environnementale.



FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

FRANCE

NOTRE STRATÉGIE

A travers son projet stratégique, ID insiste sur la participation citoyenne mondiale : « La rhétorique d'un Nord venant aider un Sud dans le besoin est dépassée et souvent inopérante ; des problématiques communes émergent, qui transcendent les vieux schémas (inégalités, environnement, climat, migrations...) et la thématique de la participation citoyenne est aujourd'hui mondiale. (...) Dès lors, ID envisage de s'appuyer sur son expertise acquise auprès de populations « au loin » pour favoriser ce type de posture et de démarche sur un territoire en France ». Cela s'est concrétisé par la création de la délégation régionale Nouvelle-Aquitaine en 2019 et de son premier programme en France : DEFIS.

Aujourd'hui, cette délégation fête ses 3 ans. Elle s'appuie sur les valeurs d'ID et sur les compétences acquises à l'international et sur le savoir-faire de l'ONG en matière d'appui de projets et développement international pour initier la stratégie d'ID en France.

Par son implantation à Bordeaux, elle s'inscrit au cœur du territoire et se rapproche des acteurs stratégiques de la Région Nouvelle-Aquitaine (RNA). En s'appuyant sur les équipes d'ID, son engagement dans la mobilisation sociale et le pouvoir d'agir, elle développe de nouveaux partenariats techniques et financiers en appui aux projets d'ID et crée des synergies pour agir avec les acteurs du territoire, les collectivités locales, les entreprises, les associations, les autres acteurs de la solidarité internationale (autres ONG, IFAID, SO coop...), les fondations, les acteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Engagée dans la mobilisation sociale et le pouvoir d'agir, la stratégie de partenariat est cohérente avec les objectifs d'ID en France. Malgré la situation sanitaire de ces 2 dernières années, elle a su tisser un réseau, notamment à travers le déploiement de DEFIS.

Ainsi, de nombreux partenariats ont été créés entre le monde universitaire et scolaire, celui de l'économie sociale et solidaire (ESS) et de l'innovation, et celui de la solidarité internationale, en lien étroit avec les collectivités territoriales en Nouvelle-Aquitaine.

les collectivités territoriales de Nouvelle-Aquitaine.

Le programme DEFIS étant transversal (enjeux du dérèglement climatique, de l'innovation, d'une formation professionnalisante, et de la solidarité – locale comme internationale), sa mise en place a impliqué de travailler avec des acteurs et partenaires variés :

- Mise en place de partenariats avec des écoles et des universités de l'enseignement supérieur
- Engagement avec les réseaux associatifs et de l'économie sociale et solidaire
- Pérennisation de partenariats à l'occasion d'événements annuels
- Intégration dans des consortiums comme celui d'EGIN+. Ces partenariats entre la France et l'Espagne permettent d'agir sur la lutte contre le changement climatique, à travers l'entrepreneuriat d'impact et l'innovation positive auprès des jeunes.
- Mise en évidence et soutien aux initiatives apportant des réponses concrètes aux enjeux des 2 territoires : des projets innovants d'entreprises, de collectivités ou d'associations issues de Nouvelle-Aquitaine ou du continent africain sont incubés



DEFIS

« Développons Ensemble une Fabrique à Innovation Solidaire »



272 bénéficiaires



16 projets innovants visant à agir pour le climat, la biodiversité et l'égalité déclinés en 23 DEFIS relevés.



3 événements organisés : FESTISOL, Rendez-vous des Innovations Solidaires pour la planète, Soirée Jeux-Débat et Performance Artistique

Nous sommes convaincus que la transition passera par le renforcement de la citoyenneté mondiale et par le positionnement des jeunes par rapport au monde et aux enjeux globaux auquel il est confronté. DEFIS développe leur prise de conscience, leur fait comprendre les enjeux et leur permet de façon inédite d'être actrices et acteurs en mettant en évidence des pistes de solution par la méthodologie du « learning by doing » des acteurs du territoire.

Le programme DEFIS apporte une synergie entre les étudiants et porteurs de projets pour mettre à profit leurs connaissances acquises durant leurs formations pour apporter des solutions aux défis d'un projet d'innovation solidaire pour la transition environnementale et sociale. De leur côté, les étudiants apprennent à mettre en œuvre leurs compétences, au bénéfice d'une vraie expérience pratique et professionnelle dans leur domaine de prédilection ou de formation ; mais ils prennent aussi conscience de leur rôle dans les enjeux pour le climat, la biodiversité et la solidarité internationale.

Programme «Les jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest»

2021-2023
600 000 €



Projet de développement communal de l'eau et assainissement sur l'île de la Tortue

2020-2022
70 000 €



PAGODE - Programme d'appui à la gouvernance décentralisée

2019-2023
7 539 698 €



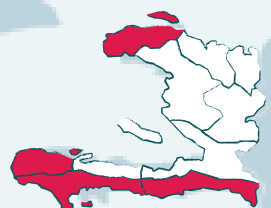
Projet FORSNUT «Renforcement du système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malnutrition»

2019-2022
4 627 675 €



Programme PISCCA

2019-2021
100 000 €



Partenaires financiers

Ambassade de France en Haïti



Ambassade de Suisse en Haïti



Agence de l'Eau Adour - Garonne



Agence Française de Développement (AFD)



Bordeaux Métropole



Délégation de l'Union Européenne en Haïti



Partenaires opérationnels

ADEMA (Ansanm pou yon demen miyò)

CLIO (Cadre de Liaison Inter-Organisations)

CROSE (Coordination régionale des organisations du Sud-Est)

Direction Sanitaire du Nord-Ouest

EMI (Entraide Médicale Internationale)

FENAMH (Fédération Nationale des Maires d'Haïti)

FENAFEMH (Fédération Nationale des Femmes Maires d'Haïti)

GRAMIR (Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural)

GRET (Groupe de Recherche et d'Échange Technologique)

ITECA (Institut de Technologie et d'Animation)

IRAM (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement)

Médecins du Monde Canada

MICT (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales)

MPCE (Ministère de la Planification et de la Coopération Externe)

SOE (Service Œcuménique d'Entraide)

SOFA (Solidarite Fanm Ayisyen - Solidarité Femmes Haïtiennes)

Tenir bon et continuer avec les acteurs locaux

« Que faire ? Comment sortir des impasses, par où commencer ? » ont été les questions tout au long de cette année. Une année « horrible », comme l'ont résumée à la fois le principal journal haïtien et pratiquement tous les commentateurs. Alors que les institutions étaient déjà toutes dysfonctionnelles, cette année 2021 a vu émerger dès février des rumeurs et des controverses à propos de la fin alléguée du mandat du Président de la République Moïse Jovenel. Déterminée à avancer malgré tout, une « Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise » (CRSC) s'est bien constituée dès le début de l'année, forte d'une large représentation et d'un travail de rassemblement inédit, toutefois sans recevoir de véritable attention, en particulier de la communauté internationale.

En parallèle, tout restait pratiquement bloqué dans le pays, tandis que les prix montaient, les pénuries de carburants sévissaient, et les gangs se renforçaient. L'assassinat du Président Moïse Jovenel le 7 juillet a marqué un tournant. Un nouveau premier ministre, Ariel Henry, dirige dorénavant le pays dans ce contexte. Divers regroupements politiques et/ou sociaux se sont rassemblés en août pour sceller différents accords - dont un autour du premier ministre et un autre autour de la CRSC - sans toutefois aboutir à une conclusion officielle. L'enquête judiciaire, quant à elle, est complexe et piétine. Le 14 août 2021, c'est un séisme plus fort que celui de 2010 qui a frappé environ un million d'habitants dans la péninsule Sud. La catastrophe est terrible, humaine, infrastructurelle, économique, agricole, environnementale.

En même temps, le pays n'a fait que continuer de sombrer à tous les niveaux. L'insécurité, les gangs et les kidnappings font rage. On ne compte plus les déplacés et les morts. La moitié Sud du pays est coupée de la capitale du fait des bandits. La moitié Nord du pays reçoit moins d'attention mais n'est pas en reste de problèmes. C'est une population à bout qui a terminé cette année, en étant soulagée de la voir se refermer derrière elle.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

HAÏTI

NOTRE STRATÉGIE

ID développe ses actions depuis 1994 dans le Nord-Ouest, département parmi les plus vulnérables et plus éloignés de la capitale. Dans 4 communes du Bas Nord-Ouest (environ 250 000 habitants) et dans trois communes du Haut Nord-Ouest dont l'île de la Tortue (environ 220 000 habitants), ID accompagne les acteurs locaux sur diverses thématiques : le développement local, la santé, l'accès à l'eau, et jusqu'il y a quelques années sur la sécurité alimentaire et l'éducation.

Les approches territoriales, la concertation locale et l'implication des acteurs locaux sont au cœur de ces différents programmes. Les Plans Communaux de Développement (PCD), élaborés de manière participative il y a quelques années, ont rassemblé les populations autour de diagnostics et de réflexions sur leurs communes. Depuis lors, les actions des mairies ont été renforcées en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, et une certaine dynamique de concertation se maintient tant bien que mal, malgré les difficultés que traverse le pays. Des projets ont aussi été réalisés par les associations locales, issus des PCD et appuyés par ID et son partenaire ADEMA.

Le renforcement du système de santé est l'autre axe fort de développement depuis plusieurs années dans le département, avec une attention particulière portée sur la lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile et la santé sexuelle et reproductive. Les acteurs locaux sont renforcés dans leurs dynamiques autour des centres de santé, en appui à la Direction départementale de la santé et aux Directions centrales. La collaboration est forte avec l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement en vue de politiques intégrées.

Depuis 2019, le Grand Sud est une nouvelle zone d'intervention à travers les actions de nos partenaires haïtiens CROSE, GRAMIR, ITECA ainsi que l'IRAM, qui travaillent là sur les mêmes enjeux de gouvernance locale susmentionnés. Le programme PAGODE apporte une dimension structurante majeure, d'une part en impliquant tous les acteurs institutionnels concernés (mairies, société civile, MICT, MPCE, FENAMH, FENAFEMH, etc.), d'autre part en construisant et appliquant

de nouveaux outils tels que le Fonds d'Investissement Local (FIL). Les acteurs locaux et nationaux sont au cœur des actions, conformément à l'approche soutenue par l'Ambassade de Suisse.

En transversal, la stratégie vise à appuyer le renforcement et l'autonomisation des acteurs et partenaires haïtiens. Parallèlement, les liens et les réseaux avec de nombreux partenaires tant haïtiens qu'internationaux sont inspirants et nécessaires pour toujours apprendre et construire ensemble.



NOS PERSPECTIVES

La gouvernance locale reste un pilier des actions d'ID et de ses partenaires, tant dans le Grand Sud que dans le Nord-Ouest. Les approches entre les acteurs locaux sont structurantes et prometteuses ; elles sont en outre nécessaires pour renforcer les dynamiques locales en ces temps de crise. Un défi reste d'attirer de nouveaux financements sur cette thématique encore relativement peu soutenue.

Le renforcement du système de santé en particulier dans les zones plus vulnérables du Nord-Ouest restera un autre axe majeur. Les relais communautaires cherchent à se renforcer pour mieux répondre aux besoins des populations, en lien avec les structures de santé.

Une place de plus en plus forte sera donnée aux jeunes, à leurs ambitions et leurs dynamiques, car il faut reconstruire la société avec eux et par eux.

ID se tiendra aussi particulièrement ouverte à de nouvelles formes de partenariats, afin de répondre aux défis d'un monde (et d'un pays) toujours plus complexes, tout en cherchant à poursuivre les partenariats intéressants en cours.

Enfin, il s'agira de se rouvrir à d'autres secteurs d'intervention sur ces territoires aux multiples défis : citons notamment la préservation de l'environnement, la sécurité alimentaire, la pêche, l'accès à l'eau, l'éducation, la formation professionnelle, etc.



Programme

Développement local



14 collectivités territoriales accompagnées



environ 400 jeunes mobilisés sur la vision de leur territoire

Trois types de dynamiques locales ont été au cœur du travail tout au long de l'année 2021 dans le Haut Nord-Ouest :

- Les collectivités territoriales (3 mairies et 11 Conseils d'Administration de Sections Communales -CASEC) ont toutes été formées à la maîtrise d'ouvrage locale et 11 d'entre elles ont pu mener à bien des travaux d'intérêt public (passerelles, bureaux administratifs, marchés publics, etc.), tout en mettant en application les principes de la bonne maîtrise d'ouvrage locale
- Les acteurs de l'eau sur l'île de la Tortue : la mairie, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et l'Association de Construction des Citernes Familiales (ACCF) ont collaboré pour améliorer l'accès à l'eau sur les 2 sections communales de l'île. En ce sens, 12 citernes pluviales communautaires ont été construites, avec la participation de la population, dans des institutions publiques et communautaires ; et plus de 23 000 personnes sur les 2 sections communales ont été sensibilisées à la gestion et le traitement de l'eau et les maladies hydriques.
- Surtout, les jeunes ont été au cœur des dynamiques en cette année 2021. Un Forum des jeunes a rassemblé environ 400 jeunes qui ont commencé à réaliser leur « Manifeste des Jeunes ». Après ce Forum, plusieurs groupes de jeunes se sont mobilisés sur les questions d'engagement citoyen et de participation. Ils ont également trouvé de nouvelles méthodes de s'épanouir tout en réfléchissant à leurs valeurs, grâce à la méthode innovante de la « playdagogie ».

Ce programme bénéficie des financements complémentaires respectivement de l'AFD, des agences de l'eau Bordeaux Métropole et Adour-Garonne, et de l'UE.

Un point commun entre ces acteurs : ils « apprennent en faisant » et œuvrent de plus en plus au développement de leur territoire. À suivre en 2022 !



Programme Santé



15 structures de santé avec 30 prestataires de soins et 36 Agents de Santé Communautaires Polyvalents (ASCP) accompagnés



23 Organisations Communautaires de Base (OCB) orientées dont 7 financées via un micro-projet



61 jeunes orientés sur le théâtre de rue et mobilisés lors de représentations théâtrales dans les communes ciblées.

En 2021, l'étroite collaboration s'est poursuivie avec le Ministère de la Santé dans le cadre du Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, financé par l'Union Européenne (2019-2022). De nombreux résultats intéressants ont été notamment :

- L'amélioration par 6 structures de santé de leur gestion interne ainsi que leur mise en œuvre de comités de gestion
- De meilleures pratiques de santé développées jusque sur l'île de la Tortue : 3 structures de santé y ont été accompagnées, avec une forte implication du médecin de la commune et notamment une attention majeure portée sur les maladies hydriques, enjeu crucial sur l'île
- L'intégration du théâtre dans 3 communes pour pousser les jeunes à de nouveaux loisirs et à la réflexion citoyenne, via une collaboration avec l'Association Quatre Chemins, renommée dans le secteur culturel haïtien
- L'engagement de 23 Associations et OCB dans des enjeux comme la nutrition, l'hygiène, la santé sexuelle et reproductive, la Covid-19 ou les violences basées sur le genre, et leur financement pour identifier et développer 7 micro-projets

De manière générale, les avancées de nombreux prestataires de santé et des organisations sont particulièrement motivantes pour poursuivre auprès d'eux l'engagement vers de meilleures conditions de santé.



En 2021, dans le programme santé d'ID, un accent particulier a été mis sur la sensibilisation communautaire via une méthode innovante : le théâtre de rue par les jeunes de la communauté.

Pour cela, une collaboration a été initiée tout au long de l'année avec une association haïtienne, l'Association Quatre Chemins (A4C), qui depuis plus de 10 ans encourage les jeunes à développer leur imaginaire, tout en soutenant une éducation participative et citoyenne par le débat et la création artistique. En particulier, leur méthode « Teyat Toupatou » s'adresse aux jeunes des zones plus reculées et les entraîne à créer des pièces de théâtre qui sont ensuite jouées en espaces publics.

Ainsi, 61 jeunes (de 13 à 25 ans) de trois communes du Nord-Ouest (Saint-Louis du Nord, Port-de-Paix et Jean Rabel) ont pu bénéficier de ces ateliers de création théâtrale pendant 3 semaines. Ils ont réalisé 8 représentations en avril 2021 sur des thématiques importantes dans leurs communautés : les violences envers les femmes, la malnutrition ainsi que leurs questions de sexualité. Les représentations théâtrales ont eu lieu sur des places publiques, dans une église et dans deux écoles, s'adressant ainsi à de nombreux jeunes et à des organisations de femmes.

Les effets positifs sont nombreux dans ces communes : ainsi jeunes hommes et femmes témoignent de leur plus grande attention sur ces questions après les avoir jouées ou y avoir assisté. Cela a aussi permis de ramener des pratiques et idées théâtrales dans le Nord-Ouest, alors même que le département est généralement coupé des circuits culturels du pays. La pratique a été tant appréciée qu'elle permet d'espérer des suites en 2022, tant par les jeunes que par l'intérêt des institutions du département...



Programme d'appui à la Gouvernance Décentralisée



Mené dans 11 communes des départements de la Grand'Anse, du Sud et du Sud-Est, sur 4 ans (2019-2023), avec une pleine implication des acteurs institutionnels



Un Consortium composé d'une organisation haïtienne pour chaque département (CROSE, GRAMIR, ITECA), de l'organisation IRAM en appui institutionnel, et ID assurant la coordination.



101 Organisations et Réseaux d'Organisations de la Société Civile intégrés dans le processus d'accompagnement et potentiellement bénéficiaires du Fonds d'investissement local (FIL) pour la réalisation de projets.

En 2021, les 5 partenaires du PAGODE ont adapté leur stratégie pour répondre aux mutations conjoncturelles et contextuelles qu'a connu le pays durant l'année. Tout d'abord, et ce pour répondre au nouveau contexte politique et sécuritaire, priorité est donnée aux partenariats avec les acteurs « permanents » de la gouvernance. C'est à la fois au niveau central (Ministères, Fédérations de Maires...), départemental et communal que cette nouvelle dynamique est appliquée, en mettant l'accent sur une cellule administrative locale par commune.

Dans cette adaptation, le dispositif de Fonds d'Investissement Local mis en place dans les 11 communes constitue la clef de voute du programme. Il constitue en effet le fil conducteur pour la mise en œuvre des activités de concertation locale avec l'ensemble des acteurs et de renforcement des compétences en Maîtrise d'Ouvrage Communal, qui aboutiront à la réalisation concrètes de projets (infrastructure, protection de l'environnement...). De plus en plus, les collectivités territoriales jouent ainsi leur rôle de leadership auprès de leur communauté, leurs « mandants ». Cet appui apporté préserve et renforce les collectivités territoriales dans les relations institutionnelles s'établissant au niveau local.



Le fonds d'investissement local - FIL

L'objectif principal du Fonds d'Investissement Local est de permettre aux autorités communales, intercommunales et aux organisations de la société civile de financer et de répondre aux besoins des populations et acteurs locaux, tout en renforçant les pratiques en termes de mise en œuvre de projets prioritaires à l'échelle locale.

Le FIL, d'un budget de 120 000 Dollars US par commune (60% sous Maîtrise d'œuvre Communale, 40% pour la Société Civile), est administré localement suivant des principes de transparence, d'équité (genre, inclusion sociale...), de démocratie à travers notamment une participation active de la population, de développement durable et de redevabilité. Ces principes sont formalisés dans le Code de Financement (CdF) édité par le PAGODE en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT).

Porté par les ministères, ce dispositif pilote d'action au niveau local a pour vocation d'être répliqué dans les départements du pays avec d'autres sources de financements.

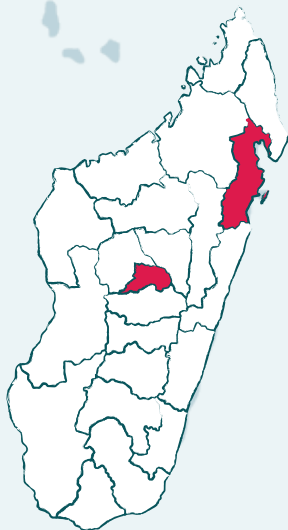
Programme PAGLI

2019 - 2022
877 042 €



Programme HANITRALA

2020 - 2023
363 840 €



Partenaires financiers



Agence de Coopération internationale allemande pour le développement (GIZ)



Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG)



Délégation de l'Union Européenne à Madagascar (DUE)



Givaudan Fondation



Région Nouvelle-Aquitaine (RNA)

Partenaires opérationnels

L'association Planète Bois

Quatre intercommunalités 3A MIROSO, 3AI, MAMI-SOA et ASA

Une année d'ancrage

Le Président Rajoelina (élu en 2019) continue de faire la promotion de sa stratégie de développement autour de 13 velirano (c'est-à-dire engagements/axes prioritaires) déclinés dans l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM).

La pandémie de la Covid-19 a bouleversé Madagascar au même titre que de nombreux pays. L'Etat malgache s'est efforcé de maintenir une stratégie d'endiguement de la pandémie, mais les vaccins sont arrivés tardivement et restent peu accessibles pour les villes et villages trop éloignés de la capitale. Les mesures de confinement et de fermetures répétées des frontières sur toute l'année ont mis l'économie au ralenti et elle peine à rebondir, particulièrement au niveau des secteurs tertiaires, touristiques, et en matière de flux imports/exports sur lesquels repose largement l'économie malgache. 2021 a vu le prix du fret maritime multiplié par 10, entraînant à Madagascar une augmentation importante du prix des matériaux de construction, impactant d'autant des milliers de petites entreprises, et les projets de développement également. La monnaie a été fortement dévaluée, et fin 2021, un début d'inflation était enregistré sur les produits de première nécessité.

Les violences (attaques à main armée, vols, en ville comme sur les routes) augmentent du fait de la situation économique tendue et du manque d'opportunités.

Le grand sud du pays focalise enfin toutes les attentions pour faire face aux conséquences dramatiques du phénomène du Kéré dans le sud (une famine récurrente consécutive aux périodes de sécheresse dans cette partie du pays). Des migrations importantes vers le nord du pays apparaissent depuis un peu plus d'un an. La situation y est catastrophique, on parle de la première famine liée au dérèglement climatique dans le monde.



FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

MADAGASCAR

NOTRE STRATÉGIE

La présence d'Initiative Développement à Madagascar reste relativement récente dans un pays concentrant un nombre extrêmement élevé d'acteurs locaux et internationaux de l'humanitaire et du développement.

À date, l'action de l'ONG dans le pays se focalise sur une double programmation ciblée autour des thématiques de gouvernance locale (projet PAGLI financé par la Région Nouvelle-Aquitaine et l'UE) et de développement durable des filières de rente (projet HANITRALA financé par l'Agence de Coopération internationale allemande pour le développement – GIZ, et par la fondation Givaudan). Si ID s'est dès 2017 employée à mener une action sur le vaste territoire malgache via un dispositif de déploiement partenarial, ce n'est qu'en 2019 puis en 2021 que le développement et déploiement des projets PAGLI et HANITRALA ont successivement permis d'assurer une présence effective de l'ONG sur place, via l'établissement de deux bases opérationnelles en Région Itasy, à Miarinarive, et en Région Analanjirifo, à Fénérive-Est. Cette dernière année, l'expansion d'ID à Madagascar a enfin permis un début d'établissement de la coordination pays en capitale, à Antananarivo.

La stratégie pays ID-Madagascar repose pour l'heure sur deux fondamentaux. Tout d'abord, une tradition partenariale forte entre ID et des partenaires telle que la Région Nouvelle-Aquitaine (RNA) avec laquelle ID œuvre de concert ailleurs en France et dans le monde. Ce partenariat est à l'origine du projet PAGLI au sein duquel ID intervient en tant qu'opérateur. En second lieu, ID à Madagascar est le résultat d'une vision stratégique régionale portée par l'ONG, notamment en matière d'essaimage de ses acquis et apprentissages en Océan Indien, plus précisément aux Comores où l'ONG exerce depuis plus de 25 ans. Ces 10 dernières années, ID a porté un programme structurant d'appui au développement durable des filières de rente, et plus particulièrement de celle de l'huile essentielle d'ylang-ylang comorienne (programme FYDECO – AFD, FFEM, etc.). C'est ce programme capitalisé en partie sur une composante d'innovation technologique dans la création d'un alambic de distillation moins énergivore en bois qui a inspiré et informé le développement et la mise en œuvre du projet HANITRALA, « Senteur

des Forêts » autour du girofle, en partenariat avec la GIZ et Givaudan, ce dernier étant également un partenaire historique de l'ONG dans la région.

La stratégie pays tend ainsi à se développer autour d'un ancrage territorial double au sein de ces deux pays si proches et si uniques pour autant, caractérisés par leur insularité (multiple) et la diversité de leurs territoires indianocéaniques.



NOS PERSPECTIVES

En 2022 Initiative Développement à Madagascar s'emploiera à renforcer sa structuration et coordination pays, poursuivant une trajectoire de consolidation de sa présence et permettant à la structure de gagner en visibilité sur le terrain, auprès de partenaires opérationnels et financiers, et des parties prenantes locales et institutionnelles.

Une grande partie de l'année sera consacrée à un travail exploratoire du pays sur la thématique et le secteur du développement durable des filières d'huiles essentielles, en vue du développement d'un projet multi-pays pour 2023. Madagascar est aujourd'hui l'un des viviers les plus importants de production des matières premières et des huiles essentielles au monde, un secteur d'activité semi-industrialisé dans plusieurs régions du pays, malheureusement souvent au détriment de la protection des ressources naturelles en eau et bois utilisées pour cette production. Si ID œuvre déjà dans ce secteur au travers du projet HANITRALA, ce nouveau travail de développement conduira l'équipe auprès de nouveaux terrains d'interventions, au contact de nouveaux partenaires locaux et internationaux potentiels à engager dans une optique de synergies opérationnelles vertueuses.

Au-delà de ce projet ciblé, les efforts de développement de l'ONG sur place aboutiront également à la production d'une première feuille de route stratégique identifiant les axes d'intervention et les thématiques poursuivies dans les années à venir.



HANITRALA

« Senteur des Forêts »



10 alambics innovants à construire et déployer en 3 ans



30% de consommation de bois pour un cycle de distillation en cible (sur une base de consommation moyenne de 300 à 700 kg de bois par cycle).



3 cycles de distillation suivis sur 10 alambics dans la phase diagnostic, soit près de 45 heures par alambic



7 artisans, 15 propriétaires d'alambic, et 4 collecteurs d'huile essentielle parties prenantes de la phase d'enquêtes terrain

Le projet HANITRALA s'est développé à la suite d'une étude de faisabilité menée par ID en 2018 ayant démontré que l'amélioration des équipements et des pratiques de distillation constitue la mesure la plus urgente pour réduire l'impact environnemental de la production d'huile de feuille de girofle à Madagascar.

Ses objectifs sont les suivants :

- Réduire l'impact environnemental du processus de distillation de l'huile essentielle de girofle par le développement d'un alambic amélioré réduisant la consommation en bois de chauffe
- Améliorer le rendement de production d'huile essentielle via une réduction du coût énergétique et du temps de distillation, la stabilisation de la qualité d'huile essentielle, et la formation des producteurs-distillateurs.

En 2021 des enquêtes de terrain ont permis de caractériser l'environnement socio-économique des artisans et des propriétaires d'alambic. C'est sur cette base d'informations que le cahier des charges du premier prototype a été validé par toutes les parties prenantes du projet (GIZ, Givaudan Fondation et Entreprise). Avec l'appui de son partenaire Planète Bois, ID portera cette innovation technologique permettant de produire l'huile essentielle de feuilles de girofle à un moindre coût pour l'environnement (économie de bois de 30% par rapport aux modèles existants) et à coût maîtrisé pour les distillateurs.



L'huile essentielle de girofle à Madagascar

L'huile essentielle de girofle est très utilisée en cosmétologie, parfumerie et pharmaceutique. Madagascar est le premier pays producteur d'huile de girofle au monde, devant l'Indonésie, grâce notamment à une meilleure qualité due à une teneur plus élevée en principes actifs. Cet état de fait positionne aujourd'hui le girofle comme une des plus importantes cultures de rente, localisée essentiellement sur la côte Est du pays. Le girofle y est produit et valorisé comme produit agricole d'exportation, à la fois sous forme de clou et sous forme d'huile essentielle.

Avec une estimation d'environ 40 000 à 80 000 tonnes de feuilles de girofliers annuellement distillées (CIRAD) et 1 200 à 1 500 tonnes d'huile essentielle produites par an, l'huile de feuille de girofle est la première huile essentielle produite dans le pays. Les revenus et la sécurité alimentaire de dizaines de milliers de foyers dépendent de sa production. Le secteur subit aujourd'hui d'importantes pressions sociales, environnementales et économiques faisant peser des menaces significatives sur sa durabilité :

- Des équipements et pratiques de distillation inappropriés ayant un impact environnemental massif (estimation d'un arbre brûlé pour 1 kg d'huile essentielle produite) et ne permettant pas toujours l'obtention d'huile essentielle de qualité suffisante face aux demandes croissantes du marché mondial
- Des revenus des producteurs et distillateurs trop faibles par rapport à leurs investissements et besoins, notamment en bois de chauffage surconsommé
- Une diminution alarmante des ressources en bois dans le pays, conduisant les producteurs-distillateurs à relocaliser leurs unités de distillation, parfois en bord de réserves de biodiversité, augmentant la menace directe sur l'écosystème naturel de la Grande Île

Des initiatives comme celle portée par ID via son projet HANITRALA tentent aujourd'hui de répondre concrètement à cet état des lieux préoccupant pour l'avenir de la filière et des ressources naturelles ciblées.



PAGLI

« Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy »



21 projets EAH à maîtrise d'ouvrage communal réceptionnés



32 projets OSC issus des fonds d'initiative locale réceptionnés



24 campagnes de collecte fiscale appuyées



5 sessions de formation réalisées



40 structures infra-communales de concertation

Le PAGLI s'intègre dans le cadre de la coopération décentralisée Région Nouvelle-Aquitaine en Région Itasy, au cœur de Madagascar. Le programme intervient sur 15 communes et 4 intercommunalités et vise à renforcer leurs capacités afin de les positionner comme premiers acteurs du développement de leur territoire, particulièrement pour les intercommunalités positionnées comme centres d'appui aux communes. Ce renforcement est réalisé à travers un accompagnement de proximité et des formations et des chantiers-écoles permettant de mettre en pratique les apprentissages mais aussi d'améliorer les conditions de vie des habitants.

Le programme a permis de renforcer le dialogue entre les autorités locales, les OSC et les citoyens à travers des activités de sensibilisation, la mise en place de fonds d'initiatives locales, la constitution de structures locales de concertation au niveau communal et infra-communal. Quatre communes sont accompagnées dans l'élaboration de leur Plan Communal de Développement à partir des besoins identifiés au niveau infra-communal. À date, 21 projets (Eau, Assainissement, Hygiène) à maîtrise d'ouvrage communal et 32 projets OSC ont été réceptionnés. 50 structures de concertation et 103 OSC ont également été renforcées

Témoignage

« La commune d'Ampefy a bénéficié en 2021 de financements pour la réalisation de petites infrastructures dans le domaine de l'Eau l'Assainissement et l'Hygiène (EAH), que nous avons partagés sur 4 fokontany. C'est très important pour la commune de pouvoir bénéficier de ces projets notamment car nous sommes une commune à vocation touristique et la propreté de la commune est indispensable pour accueillir les touristes. Mais ces projets répondent également à un enjeu sanitaire important puisque les habitants de l'Itasy sont nombreux à souffrir de la bilharziose (maladie parasitaire transmise par un ver par voie cutanée). Ainsi, donner aux populations un accès aux services de base en termes d'hygiène, nous permet d'améliorer leurs conditions de vie. »

Ratovondrahona Tojo, maire d'Ampefy, PCA de 3A MIROSO



Mobilisation sociale et pouvoir d'agir

A Madagascar, le projet PAGLI illustre l'attention portée par Initiative Développement aux dynamiques de mobilisation sociale.

Fondamentalement dédié au renforcement des communes et intercommunalités, le projet se concentre également sur un troisième niveau d'intervention, infra-communal : celui des Fokontany (autorités de quartier dans le découpage administratif malgache).

Le projet déploie en effet un processus d'accompagnement à la constitution ou au renforcement des Comités de Développement Fokontany (CDF) et à l'élaboration de leur Plan de Développement Fokontany (PDF). Il s'agit pour les communes, elles-mêmes accompagnées dans leur Plan Communal de Développement (PCD), de cibler un nombre de Fokontany en leur sein, et de réaliser un diagnostic infra-communal agissant ensuite comme double-informateur des priorités extra-locales pour la construction des PCD et PDF. C'est donc à partir d'une prise en compte des besoins au niveau infra-communal que sont définis ces plans de développement.

De la même façon, le projet a permis la mise en place d'un fonds d'initiative locale mis à disposition des communes, permettant la réalisation de projets développés et portés par les OSC (Organisations de la Société Civile) sur la thématique Eau Assainissement et Hygiène (EAH). Suite à un appel à manifestation d'intérêt aux OSC, des formations en gestion de projet ont été animées à leur bénéfice, leur permettant de mettre en œuvre 32 projets EAH. Ces projets participent activement au renforcement du dialogue entre la commune et le niveau infra-communal avec notamment une implication des chefs Fokontany, et positionnent indéniablement les OSC comme acteurs du développement de leur territoire.

Témoignage

« La réhabilitation du système d'adduction d'eau potable dans notre village a permis la consommation d'eau propre pour la cuisine, pour les différents lavages. Nous ne sommes plus obligés de chercher de l'eau loin de notre habitation. »

Mme Tafita Ramirandava Tafitamamonjy Sitraka, habitante d'Ampary

Programme PRODER

2019 - 2022
877 042 €



Programme YAKAAR

2020 - 2023
363 840 €



Programme ENERLIENCE

2019 - 2022
877 042 €



Partenaires financiers



Agence Française de développement (AFD)



Fondation Bel



Fondation Léa Nature



Région Nouvelle-Aquitaine

Partenaires opérationnels

Agence Régionale de Développement de Fatick

ONG des Villageois de Ndem

Région Nouvelle-Aquitaine

SEEPAT (Sauvons l'Environnement l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous)

SOL (Alternatives Agroécologiques et Solidaires)

La résilience climatique des territoires est lancée !

Comme pour l'ensemble des pays de la zone, l'année 2021 a été marquée pour le Sénégal et le Burkina-Faso par les différentes répercussions de la crise sanitaire du COVID-19.

Sur le plan économique, le développement jusqu'alors soutenu du Sénégal a connu un arrêt momentané. Les conséquences directes auront été la baisse des investissements structurels dans les secteurs clefs (dont éducation et santé), et une baisse généralisée du niveau des revenus des ménages les plus modestes.

Avec l'arrivée sur le marché de l'emploi de jeunes de plus en plus qualifiés, mais sans réelles perspectives, l'économie sénégalaise fait également face à des problématiques politiques qui ont atteint un premier pinacle en mars 2021. En effet, suite à l'arrestation du principal opposant politique au pouvoir actuel, la jeunesse dakaroise (principalement) a mené un premier mouvement insurrectionnel, sur fond de rejet de l'Etat, de ces liens avec les puissances étrangères, mais également d'une situation socio-économique de plus en plus inégalitaire. 13 jeunes sont morts au cours de ce mouvement de 5 jours, et bien que l'apaisement ait été obtenu entre les parties, la situation demeure particulièrement instable.

Au Burkina-Faso, la réactualisation de décembre 2021 de la carte des « conseils aux voyageurs » a étendu très largement la zone rouge, dite « formellement déconseillé aux voyageurs », à plus de 70% du territoire national. Ainsi, la comparaison entre les cartes de novembre 2019 et décembre 2021 laisse entrevoir une évolution fortement négative, confirmée par les retours des partenaires, qui ne peuvent plus se rendre dans une partie de leurs anciens territoires d'intervention. Dans ce contexte sécuritaire fortement dégradé, l'incapacité du gouvernement à endiguer les violences des groupes terroristes a atteint un point de non-retour en janvier 2022. En réaction à une attaque meurtrière au nord du pays, l'armée, avec le soutien d'une partie de la population, a renversé le Président Kaboré le 23 janvier 2022.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

SÉNÉGAL / BURKINA FASO

NOTRE STRATÉGIE

L'implantation de ID au Sénégal s'est faite sur un temps long, porté par le développement du programme PRODER, mais également par l'ambition de notre organisation de déployer sa logique d'intervention dans un pays qui s'y prêt tout particulièrement. Marqué par un processus de décentralisation relativement abouti, le Sénégal joui également d'une tradition de mobilisation communautaire héritée à la fois de son héritage culturel que de la volonté d'impliquer les populations dans la gestion des services. Cette logique, certes perfectible, fait écho à celle développée par ID dans le cadre de son projet associatif, et notamment sa volonté de renforcer le pouvoir d'agir des acteurs, afin de leur permettre de relever les défis qui s'imposent à leurs territoires.

Le lancement du programme RésiSTerre est venu sanctuariser cette approche et donner un élan nouveau au développement des activités de ID au Sénégal et au Burkina-Faso. Fondé sur la conviction que la lutte contre les effets du changement climatique ne pourra se faire sans la mobilisation d'acteurs locaux, efficaces et dynamiques ; ce programme permet aujourd'hui à ID de pouvoir accompagner 3 territoires et 3 partenaires dans leur capacitation. A travers ce programme de 9 ans, ID entend renforcer les activités de ses partenaires opérationnels, accompagner leurs réflexions stratégiques en lien avec le changement climatique et favoriser leur structuration via des activités de renforcement organisationnel et institutionnel.

Ces 9 années sont également pour ID une opportunité de pouvoir mieux identifier les modalités d'intervention que l'ONG entend mettre en œuvre, ainsi que les territoires sur lesquels elle désire intervenir. Pour cela, Initiative Développement entend définir une stratégie d'intervention reposant sur son expérience passée ainsi que sur la pertinence de ses impacts auprès des populations. En ce sens, le positionnement dans une logique d'accompagnement des acteurs, et notamment des services déconcentrés et décentralisés, ainsi que l'implantation dans des biozones similaires, vont permettre de rendre pérenne l'ensemble des initiatives à venir. Les régions de Fatick, Diourbel et Kaolack, au centre du Sénégal, et la province du Houet, à l'Ouest du Burkina-Faso, sont devenues des zones d'intérêt prioritaires, du fait de leur intégration présente et à venir au sein de RésiSTerre, mais également par les enjeux importants qui se posent à elles dans le futur.



NOS PERSPECTIVES

L'année 2022, à la suite de la fin de l'année 2021, sera marquée par la structuration de la coordination de l'ONG au Sénégal. Les principales étapes à venir seront le recrutement du personnel administratif, la formalisation de la présence d'ID sur le territoire sénégalais, ainsi que le lancement d'un nouveau projet en Casamance sur le sujet de la participation des jeunes au développement de leur territoire.

Sur le plan opérationnel, l'année 2022 va permettre d'initier les principaux chantiers du programme RésiSTerre, à savoir l'opérationnalisation de l'unité de production de biocombustibles du projet Yaakaar Environnement, le renforcement en infrastructure des espaces maraîchers du projet Biofermes, la poursuite de la mue du PRODER en un programme d'envergure nationale et le lancement des activités de renforcement du programme ENERLIENCE au Burkina-Faso.

Au-delà de ces enjeux, les mois à venir seront des temps importants pour consolider les relations partenariales existantes, mais également s'ouvrir à d'autres acteurs en capacité d'enrichir les activités présentes et futures. Pour cela ID va travailler à l'élaboration puis la mise en œuvre d'une stratégie pays, découlant directement de la stratégie organisationnelle, et intégrant l'ensemble des éléments opérationnels qui permettront son développement dans la sous-région à l'horizon 2025. En effet, compte tenu de la forte concurrence entre organisation et de la limitation des fonds institutionnels, les perspectives d'ID au Sénégal ne pourront se construire que dans une logique d'accompagnement au long-court de territoires déterminés, en lien avec les acteurs desdits territoires.



PRODER

« PROgramme de Développement des Énergies
Renouvelables »



119 614 arbres plantés



23 092 hectares protégés



10 294 cuiseurs économes vendus



5 248 personnes (dont 51% de femmes) mobilisées
et accompagnées



102 628 490 F CFA de chiffre d'affaires générés par
les acteurs accompagnés.renforcées

L'année 2021 a été une année charnière pour le PRODER, qui a permis de confirmer la volonté commune de l'ARD (Agence Régionale de Développement) et d'ID de positionner le programme comme modèle d'une approche concertée de la gestion des ressources naturelles, notamment par son intégration au sein de la CP RésiSTerre.

Sur le terrain, les équipes ont élaboré le Plan d'Aménagement et de Gestion de la forêt classée de Malka (seule de son département) et lancé sa mise en œuvre. Pour optimiser la mobilisation sociale dans la zone, une expérimentation de l'Approche Orientée Changement (AOC) a été initiée fin 2021 autour de la forêt sur le thème de la dégradation des ressources naturelles. Cette innovation, portée par le programme DIARO II, vise à renforcer l'inclusion de tous dans les espaces de décision et d'action pour la préservation des ressources naturelles.

Si le choix a été fait de réduire le volume d'activités liées à l'appui à la filière locale de cuiseurs économes, celle-ci a réalisé son meilleur chiffre depuis sa création en 2010 : 10 294 cuiseurs produits et vendus dans la région, soit 121 747€ de chiffre d'affaires généré.

Cette année s'est également caractérisée par l'organisation et l'animation de plusieurs temps d'échanges au sein de l'ARD, qui ont permis de mieux identifier ses besoins et sa stratégie pour parvenir à son objectif principal, celui de devenir une agence modèle dans le cadre de la lutte contre les effets du changement climatique.



Mobilisation et pouvoir d'agir

2021 aura été une année de reconquête de nos terrains d'intervention. Après plusieurs mois de confinement et de restriction des déplacements, les acteurs associatifs ont insisté sur la nécessité de créer du lien avec les populations locales, ayant pu observer la rapidité avec laquelle une situation se dégrade si ces dernières ne sont pas impliquées.

Paradoxalement, la distanciation sociale a poussé les acteurs à vouloir se rapprocher pour mieux agir ensemble. Au Sénégal et au Burkina-Faso, ID a joué un rôle de catalyseur de ces initiatives grâce à l'apport fondamental de ses deux conventions programmes financées par l'AFD : RésiSTerre et DIARO.

La première a permis de donner toute la latitude nécessaire pour traduire en langage opérationnel les envies des partenaires. Processus participatif et inclusif, l'élaboration de RésiSTerre est venue confirmer

la nécessité de doter les partenaires d'outils d'aide à la prise de décision. La fin de l'année 2021, et la mise en place des premiers temps de diagnostic, a démontré toute la pertinence d'accompagner les partenaires dans une meilleure identification de leurs besoins, potentialités et pouvoir d'action.

Le programme DIARO a quant à lui permis de démontrer toute la force de l'AOC, lorsqu'elle permet de libérer la parole de tous et l'envie d'agir de chacun. Sur ce point d'ailleurs, les retours enthousiastes des populations de Malka ont permis aux équipes du PRODER de revoir leur approche participative, et d'identifier les apports certains de cette méthode. Elles ont notamment apprécié la prise de parole des habitants, lorsque ceux-ci ont salué leur positionnement en tant « qu'acteurs du changement et non plus seulement bénéficiaires en attente passive de l'aide extérieure ».





YAAKAAR

«Production de biocombustible à base de coque d'arachide»



1 volontaire de solidarité international (VSI)
détaché par ID



1 ligne de production conceptualisée



1 bâtiment de production et de stockage conçu



Le projet Yaakaar, porté en partenariat avec l'Association des Villageois de Ndem (AVN), a connu de profondes mutations au cours de l'année 2021. La plupart d'entre elles émanent de la volonté de renforcer l'efficacité et l'efficience de ses activités pour mieux répondre aux besoins exprimés par les populations.

Le lancement du programme RésiSTerre est venu insuffler une nouvelle dynamique, en permettant la mobilisation d'un VSI en appui technique à l'AVN sur l'amélioration et la mise en place des outils de production de biocombustibles à base de coque d'arachide. L'appui d'une expertise technique externe a permis d'optimiser le format initial du biocombustible afin de renforcer ses performances énergétiques et économiques. Le programme a également initié la conception d'un nouvel espace de production, au sein même du village de Ndem, en lien avec l'envie de reterritorialiser son approche et de participer à l'émancipation économique de la zone.

Enfin, RésiSTerre a également permis de mobiliser une expertise technique pour la réalisation d'un diagnostic technico-économique, qui a abouti à la redéfinition de l'approche productive du projet et à une meilleure maîtrise des enjeux énergétiques.



ENERLIENCE

«Énergie et résilience au Burkina Faso»



393 foyers améliorés vendus



3 AGR (Activités Génératrices de Revenus)
solaires accompagnées

Le projet ENERLIENCE, porté en partenariat avec l'association Sauvons l'Environnement, l'Eau potable et l'Assainissement pour tous (SEEPAT), vise au développement du secteur de l'énergie à destination domestique et productif à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso). Mot-valise liant

«énergie» et «résilience», ce projet vise avant tout à proposer des solutions innovantes et efficace pour répondre aux besoins énergétiques des populations.

Désormais intégré au sein du programme RésiSTerre, ENERLIENCE a poursuivi la mise en place d'initiatives visant à promouvoir une réponse locale aux enjeux globaux que pose le changement climatique. Il a notamment contribué à la production et à la diffusion de foyers améliorés et panneaux solaires pour la consommation domestique.

Conscient que le développement de solutions durables est tributaire des aspects productifs, les équipes de la SEEPAT ont également souhaité initier l'accompagnement d'AGR solaire, ainsi qu'un projet pilote de production de biocombustible à base de coque d'arachide.



Deux pays mais une grande diversité de terrains

Avec le lancement de RésiSTerre, l'intervention d'ID au Sénégal et au Burkina-Faso est devenue, plus encore, un terrain de «terrains». Le pluriel est nécessaire ici, puisqu'il traduit aussi bien la diversité des zones d'intervention, des partenariats noués, que des thématiques abordées et des résultats recherchés.

Les zones d'intervention, tout d'abord, traduisent toute la complexité de cet exercice. Des mangroves du Saloum aux savanes arborées de Diourbel, la richesse des terroirs et leur immense diversité invitent à une analyse fine des enjeux du changement climatique.

Ensuite les partenariats impliquent d'appréhender le mieux possible les particularités de chacun, dans la poursuite continue des complémentarités et synergies entre tous.

Troisièmement, les différentes thématiques abordées se nourrissent tout autant du contexte d'intervention que de l'approche du développement proposée par les acteurs. Cette dernière est bien souvent héritée de pratiques antérieures, de ceux qui l'ont portée et d'une vision propre à chaque organisation de son rôle dans la satisfaction des droits des populations. En ce sens, de la gestion des ressources naturelles à la



promotion des énergies renouvelables, chacune des approches choisies est une opportunité formidable de catalyser les changements à provoquer.

Car, enfin, c'est bien dans l'impact attendu des actions que la diversité des terrains d'ID trouve sa justification au Sénégal et au Burkina-Faso. Production de biocombustible, préservation des sols, promotion du photovoltaïque, aménagement participatif des forêts... De Diourbel à Bobo-Dioulasso, l'enjeu de RésiSTerre est avant tout de proposer des solutions locales face au désordre global, et ainsi de favoriser les conditions d'une résilience durable des populations sur leur territoire.

De la même façon, le projet a permis la mise en place d'un fonds d'initiative locale mis à disposition des communes, permettant la réalisation de projets développés et portés par les OSC (Organisations de la Société Civile) sur la thématique Eau Assainissement et Hygiène (EAH). Suite à un appel à manifestation d'intérêt aux OSC, des formations en gestion de projet ont été animées à leur bénéfice, leur permettant de mettre en œuvre 32 projets EAH. Ces projets participent activement au renforcement du dialogue entre la commune et le niveau infra-communal avec notamment une implication des chefs Fokontany, et positionnent indéniablement les OSC comme acteurs du développement de leur territoire.

Programme PASAM
2020-2022
118 003 €



Programme PLIM
2018-2022
934 889 €



Programme PAQEPP
2018-2022
1 500 000 €



Programme ADELAC
2020-2023
385 668 €



Madjilibé (RésiSTerre)
2021-2024
621 000 €



Programme AGORA
2021-2025
1 330 000 €



Partenaires financiers



Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)



Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP)



Agence Française de Développement (AFD)



Agence d'Urbanisme du Pays de St Omer



Délégation de l'Union Européenne au Tchad



Grand Poitiers (GP)



SYCTOM

Partenaires opérationnels

Centre D'Étude et de Formation pour
le Développement (CEFOD)

Commune de Moundou

Partenariat pour l'Appui et le Développement
des Innovations en Education, Santé et Envi-
ronnement (PADIESE)

Union des Femmes pour la Paix (UFEP)

Un pays fragile mais des projets ambitieux et des résultats encourageants

Pays sensible et très inégal, le Tchad reste une zone d'intervention importante dans le portefeuille d'ID. La majorité des indicateurs socio-économiques placent le pays dans les dernières places des classements mondiaux.

L'année 2021 a été particulièrement mouvementée. En effet, les élections présidentielles d'avril 2021 ont abouti à la réélection du président Idriss Déby Itno. Aussitôt le résultat annoncé, le pays a appris la mort de son leader, à la suite d'opérations militaires, auxquelles le président avait pris part.

Depuis, le processus de transition mis en place a généré des tensions ; des organes de la transition ont toutefois été mis en place. De son côté, le Conseil Militaire de Transition cherche à donner des gages de bonne gestion dans le souci d'améliorer le quotidien des habitants.

Dans ce contexte complexe, les actions d'ID ont perduré, il a parfois été nécessaire de cesser les activités pendant la phase aigüe de la crise liée au processus de transition, ou de prolonger des projets qui s'achevaient. Ainsi le PAQEPP qui, depuis son démarrage en 2017, a connu de nombreux soubresauts (grèves, arrêt des cours à l'annonce du décès du Président...), et qui a été rallongé jusqu'à décembre 2022 ; pour le PLIM, dont la mission de mise en place d'un service de collecte des déchets s'est heurtée aux changements dans l'équipe communale, à la complexité de la création ex-nihilo d'une telle action, à la lenteur des procédures en vue de réaliser les investissements prévus et aux défis institutionnels que cela pose. Mais il faut aussi noter l'arrivée de nouveaux programmes, comme ResiSTerre/Madjilibé, signe des enjeux à venir dans ce pays sahélien frappé durement par les changements climatiques, ou encore AGORA qui a enfin démarré après plus d'un an et demi de tractations.

FICHE PAYS - RAPPORT ANNUEL 2021

TCHAD

NOTRE STRATÉGIE

Initiative Développement au Tchad a connu ces dernières années, et particulièrement depuis 2017, une croissance importante de ses activités et thématiques d'intervention. ID est aujourd'hui positionné dans ce pays sur plusieurs thématiques :

- L'éducation, avec le programme PAQEPP qui nous a notamment permis de travailler au niveau institutionnel et au développement de contrats de performance pour les acteurs pédagogiques ; de futures perspectives pourraient se dessiner autour de la scolarisation des filles
- L'eau-assainissement-déchets: deux projets sont en cours l'un sur l'assainissement en milieu rural, l'autre pour lutter contre les inondations à Moundou (en contrat d'opérateur pour le compte du Ministère de l'Eau, de l'Environnement et de la Pêche) et qui vise à mettre en place un service de gestion des déchets au niveau de la commune de Moundou.
- Les questions de changement climatique avec le programme ResiS-Terre
- Une thématique reliant citoyenneté et territoires : ID agit en partenariat opérationnel avec la commune de Moundou sur tout le territoire de la ville. Les domaines d'action sont : le renforcement des capacités des acteurs (associatifs, communaux, etc.), la maîtrise d'ouvrage communale, et la participation citoyenne (programme PASOC). De plus, ID apporte également son expertise dans les actions de renforcement des capacités des 8 communes du programme AGORA.
- Et enfin, une thématique autour des enjeux d'éveil des enfants (domaine de la santé et de l'éducation), via une approche orientée changement (AOC) et un renforcement organisationnel et institutionnel (ROI) dans le cadre du programme ADELAC, afin de mobiliser les acteurs concernés

Cette diversité de thématiques et d'actions repose en particulier sur le choix d'ID de développer une approche territoriale intégrée qui sera à l'avenir encore marquée, tout en mettant l'accent sur le renforcement et la mobilisation des acteurs locaux, les approches portées par le pôle PAR étant particulièrement pertinentes et sources de résultats très positifs au Tchad. Ces deux axes d'intervention sont privilégiés au Tchad et seront encore renforcés à l'avenir.

NOS PERSPECTIVES

Dans les années à venir, ID au Tchad va développer son implantation géographique sur le territoire national, notamment avec le programme AGORA qui nous amène à installer des assistants techniques dans 8 communes disséminées dans tout le pays. Il faudra alors changer notre façon de suivre les actions, de créer et faire vivre une dynamique d'équipe tout en apprenant à travailler dans des contextes différents. Nous préparons une implantation à Koumra, à environ 200 km de Moundou, toujours dans le sud. Cette commune est appelée à accueillir de futurs programmes d'ID, en particulier dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement. C'est une certaine satisfaction de voir que cela va se concrétiser après plusieurs années d'efforts infructueux pour ouvrir une antenne dans cette zone.

Enfin, il faut noter, sur le plan opérationnel, le développement conséquent des actions AOC/ROI sur nos projets, avec pas moins de 5 expérimentations en cours ou à venir dans l'année 2022.





PASAM

«Programme d'Amélioration des Services d'Assainissement de la ville de Moundou »



4 latrines réceptionnées et assignées à des comités de gestion eux-mêmes formés à la gestion de ces ouvrages, également équipés de matériels d'assainissement



3 micro-projets prévus pour la construction de latrines et l'amélioration des conditions d'hygiène dans les quartiers ciblés



1 diagnostic des latrines publiques sur le territoire communal (en ciblant les écoles, centres de santé et marchés publics)

Le PASAM fait suite à un programme précédent d'assainissement qui avait permis d'améliorer l'accès aux toilettes des ménages et de professionnaliser le travail des vidangeurs manuels.

Ce nouveau programme, initié en novembre 2020, vise à définir un scénario de développement des services de l'assainissement à l'échelle de la ville, à former les équipes communales, à mettre en place un dispositif innovant de mobilisation des acteurs locaux sur une méthodologie d'Approche Orientée Changement (AOC), et à accompagner des micro-projets améliorant les conditions d'hygiène et d'assainissement.

Malgré un lancement assez récent du programme, on observe déjà une dynamique intéressante de collaboration entre acteurs impliqués autour des questions d'hygiène et d'assainissement qui se met en place, notamment dans l'un des quartiers de Moundou, Dombao, avec la création spontanée d'une coordination des acteurs dans ce quartier.

La démarche AOC a permis la mobilisation de 11 groupes d'acteurs répartis sur deux quartiers de la ville de Moundou (acteurs associatifs,

vidangeurs, femmes, enseignants...) ; ceux-ci font preuve d'un véritable engouement autour des enjeux de lutte contre la défécation à l'air libre et pour l'amélioration de l'hygiène des quartiers.

Témoignage

« Nous, groupes d'acteurs et actrices, sommes très satisfaits du travail que nous avons réalisé par nous-même. Si nous continuons avec ces sensibilisations encore longtemps, on parlera très peu ou même plus des maladies liées à l'hygiène et à l'assainissement. Nous nous sentons fiers de ce partage d'expériences et certains changements que nous venons de partager seront immédiatement mis en œuvre quand nous serons de retour dans nos quartiers respectifs. Grâce à cet atelier, nous sommes informés des actions, voire des changements à mettre en œuvre pour atteindre nos objectifs. Avant, les femmes faisaient les travaux physiques manuels mais pas de curage des caniveaux, de remblayage des routes, d'enlèvement des ordures... Mais cette démarche nous a rendus capables de tout faire pour garantir notre sécurité sanitaire. »

Béral Larmondé, responsable de groupement des femmes Carrefour la Femme Tchadienne, au nom des groupes d'acteurs et actrices.



PLIM

«Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou »

Le projet PLIM, Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou a soufflé en 2021 ses 3 ans d'existence. Son objectif est de mettre en place un service durable d'assainissement pluvial et de gestion des déchets dans la commune de Moundou.

Point d'orgue et élément clé du service déchets, 2 Aires de Transit des Ordures Ménagères (ATOM) ont été mises en fonctionnement en mars et avril 2021. Avec la mise en service de ces 2 infrastructures, le service déchets s'est très vite accéléré pour couvrir 13 quartiers ; 25 Opérateurs de Pré-Collecte (OPC) ont été mobilisés pour collecter les déchets dans les ménages et les déverser dans les ATOM, qui servent de lieu de dépôt transitoire avant l'envoi à la décharge finale. En retour, les ménages paient une redevance allant de 1 000 F CFA à 2 000 F CFA mensuellement selon le volume de la poubelle.

Pour la durabilité du service, la mairie de Moundou a été associée dans tout le processus de mise en place du service dès le début et pour lui permettre de prendre toute sa responsabilité. Les soubresauts politiques, organisationnels et matériels ont perturbé la participation et la prise en main du service tels que prévus dans les documents de référence du service déchets (plan de gestion, plan d'affaire, plan de communication).

Pour assurer la gestion quotidienne des ATOM, un comité d'assainissement a été sollicité et s'est vu confier les missions d'accueillir et orienter les OPC, et d'assurer le prélèvement des taxes de déversement, ainsi que l'entretien des ATOM.

Pour continuer à encourager les ménages à adhérer au service, le marketing a été très développé. Ce sont ainsi plus de 2 700 ménages qui se sont abonnés au service de collecte des déchets. Une enquête de satisfaction a permis de savoir que plus de 84% des ménages concernés sont satisfaits de la qualité du service et que 76% se montrent très satisfaits de la fréquence d'évacuation des déchets (2 fois/semaine).



PAQEPP

«Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité»



433 enseignants dont 228 femmes ont été formés sur l'approche de la pédagogie sensible au genre



104 enseignants dont 47 femmes ont été formés en français au Centre d'Apprentissage de la Langue Française (CALF) de Moundou. 18 ont atteint le niveau B1, et 86 le niveau B2.



5 latrines ont été réalisées dans le cadre du PASAM



14 points d'eau ont été réhabilités



2 AOC sont en cours avec 225 personnes mobilisées sur le projet ADELAC et 75 personnes présentes pour les ateliers multi-acteurs sur le projet PASAM

Le Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation de Base et de Promotion d'une Gestion de Proximité (PAQEPP) a officiellement démarré en février 2017. C'est un projet du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion civique, financé par l'AFD, et dont le consortium ID-PADIESE (Partenariat pour l'Appui et le Développement des Innovations en Éducation, Santé et Environnement) est le maître d'ouvrage délégué. Il intervient dans 50 écoles dont 25 dans la zone de Moundou coordonnés par ID et 25 dans la zone de Ndjamená coordonnés par PADIESE.



Le projet a connu des réussites majeures sur les différents résultats au courant de l'année 2021. Pour commencer, la mobilisation parentale a pris de l'ampleur avec des projets d'écoles et des actions fortes pour soutenir à la fois l'école mais aussi les élèves et tout particulièrement les filles.

Ainsi 50 projets d'écoles/AGR des Associations des Mères Éducatrices (AME) ont été élaborés et financés pour un montant de 300 000 F CFA par AME. Les AGR de ces AME ont généré un revenu de 9 128 650 FCFA en 2021 soit environ 60 de rendement.

Cet argent a permis d'assurer le paiement de deux mois de salaire des maîtres communautaires, l'entretien des latrines, la réparation des table-bancs, le noircissement des tableaux, la réparation de bureaux du directeur, la mise à disposition des fournitures et des tenues scolaires aux élèves sans soutien, l'élévation d'un mur de clôture de 15 dans une école.... Bref c'est une vraie réussite, en particulier grâce à l'engagement des femmes des AME.

C'est ainsi que l'on a constaté l'amélioration du maintien des élèves à l'école, ce qui signifie que les élèves arrêtent moins souvent l'école, par rapport au début du projet. On a ainsi gagné près de 8 points chez les garçons et plus de 11 points pour les filles à Moundou. A N'Djamena la hausse est particulièrement saisissante puisque le taux de rétention passe à plus de 86% pour les filles et plus de 95% pour les garçons. On constate ainsi qu'à N'Djamena, la quasi-totalité des élèves de CE1 finissent leur cycle scolaire.

C'est une réussite impressionnante qui s'explique à la fois par la mobilisation des parents d'élèves, l'amélioration du cadre scolaire avec la construction de salles de classe, l'équipement en table-bancs, manuels, matériels didactiques, mais aussi par le renforcement pédagogique des enseignants, notamment sur la pédagogie de grands groupes, ou encore sur le suivi des élèves en difficulté.



La remobilisation des enseignants par les outils innovants

Dans le cadre du PAQEPP, l'équipe d'ID et son partenaire PADIESE ont expérimenté la mise en place des contrats de performance. Ces derniers, établis par l'équipe éducative de chacune des 50 écoles du projet, visent à améliorer les pratiques pédagogiques. Ces contrats abordent 5 grandes thématiques qui contribuent à la qualité de l'enseignement au Tchad : le volume horaire, l'amélioration des pratiques pédagogiques et notamment le travail sur les méthodes d'enseignement, l'assiduité des élèves et des enseignants, l'évaluation et la notation des élèves et enfin l'encadrement pédagogique.

Cette démarche a mobilisé les enseignants ainsi que toute la chaîne d'encadrement pédagogique (des animateurs jusqu'aux inspecteurs). 50 contrats de performance ont ainsi été mis en œuvre et évalués en juin et juillet 2021 ; 50 autres ont ensuite été élaborés en août et septembre 2021 dans les deux zones, Moundou et Ndjamená.

Contribuant à créer une dynamique de suivi mais aussi de dialogue entre équipe éducative, parents et élèves, les contrats de performance ont jusque-là permis d'améliorer le volume horaire en luttant contre les heures et jours perdus du fait de l'absentéisme. Ils jouent aussi un rôle prépondérant dans la prise en compte de méthodes pédagogiques adaptées à des effectifs scolaires importants (en général il est assez commun d'avoir plus d'une centaine d'élèves par classe).



AGORA

« Appui à la Gouvernance locale et Renforcement des Acteurs »

Ce nouveau programme d'ID a démarré en octobre 2021. Il se déploie sur 8 communes du Tchad (Koumra, Pala, Léré, Gounou Gaya, Bongor, Mongo, Ati, Oum Hadjer) et vise à renforcer les capacités d'intervention en faveur du développement local de ces communes par l'amélioration de la maîtrise d'ouvrage communale et la mise en place de services publics concertés et inclusifs.



AGORA met d'abord l'accent sur le renforcement institutionnel et organisationnel des collectivités territoriales, grâce à la combinaison d'une auto-évaluation des performances et des bonnes pratiques de gouvernance des communes et de la mise en œuvre d'un plan ciblé et adapté de renforcement de capacités. Pour ce faire, il s'appuie sur l'accompagnement à l'installation de cadres de concertation multi-acteurs

à l'échelle des communes. L'appui aux communes dans la conduite de ce processus de concertation garantit que les services publics à mettre en œuvre répondent à de réels besoins des citoyens, qu'ils sont adaptés aux contraintes financières et sociales des acteurs et qu'ils sont un vecteur d'inclusion favorisant la participation et l'accès de l'ensemble des groupes sociaux, notamment les plus vulnérables au développement local et à l'amélioration des conditions de vie dans la zone.

Première activité du projet, la phase préparatoire doit permettre de réviser les offres des communes pour s'intégrer au mieux à tous les axes du Programme d'Appui à la Gouvernance (PAG). Celui-ci constitue la phase 2, dans laquelle s'inscrivent le programme AGORA mais aussi les actions des 8 communes bénéficiaires également d'un soutien financier de l'Union Européenne. ID s'assure aussi que les projets des communes s'appuient sur la méthodologie qu'elle a mise en place, les activités devant contribuer à la participation de l'ensemble des citoyens. Deux ateliers de la phase préparatoire ont déjà été animés en fin d'année.



ADELAC

« Démarche prometteuse et mobilisatrice autour des enfants »

Porté par IRC, notre partenaire, le projet ADELAC vise à contribuer à créer des conditions favorables pour le développement holistique des jeunes enfants de la naissance jusqu'à la fin du primaire dans le département du Mamdi.

Dans le cadre du consortium, ID est en charge de la mise en œuvre de l'AOC (Approche Orientée Changements) de manière transversale aux thématiques du projet (santé, éducation, éveil de l'enfant). C'est ainsi que 7 groupes d'acteurs ont été définis et mobilisés autour de ces thématiques sur 4 zones différentes, dans lesquelles les autres partenaires du projet ADELAC interviennent.

La mise en œuvre de l'AOC a démarré par des ateliers de conscientisation, du 25 février au 11 mars 2021 pour 248 personnes réparties sur les 4 communes du projet : Mélea, Ngarangou, Bol et Kangelom.

Un premier atelier « Vision et changements » a eu lieu les 31 mars et 1er avril 2021. Grâce à la participation soutenue des acteurs présents, celui-ci a permis de travailler efficacement sur trois axes : l'analyse des problèmes, les perspectives de changement, et les initiatives concrètes envisagées. Des groupes de discussion et de restitution (appelés « focus group ») ont été prévus entre fin juin et fin juillet 2021, afin d'harmoniser les analyses et les décisions de l'ensemble des membres. Dernière étape menée dans le courant de cette année : le suivi des changements par l'équipe d'animation mais aussi la tenue de « focus group » par acteurs et par zone. Ceux-ci ont réuni 243 personnes dont 91 femmes sur les 4 sites, et ont eu lieu sur plusieurs semaines à partir du mois de novembre. Ces rencontres ont permis de relever des initiatives de changements auprès des acteurs.

À Kangelom, les AME ont par exemple initié une cotisation mensuelle qui leur a permis de soutenir la construction de hangars (fin octobre 2021) respectivement à Mipal, Djiar Yakou et Alhouda Koucha. À Mipal, deux AME ont initié des sensibilisations des parents pour inciter à envoyer les enfants à l'école.

Les APE de Toui ont réhabilité deux hangars servant de salles de classe avec leur propre contribution. Ils ont organisé des sensibilisations dans les villages environnants sur la scolarisation des enfants avec la participation du directeur et d'un enseignant.



Dans la zone de Bol, les matrones (c'est-à-dire des sage-femmes traditionnelles) ont commencé à lancer une initiative de solidarité entre elles en mettant en place une caisse de cotisation. Elles ont animé des séances de causeries éducatives au centre de santé et des sensibilisations individuelles ou collectives lors des cérémonies sur les thèmes des bonnes pratiques d'hygiène et de l'importance des accouchements au centre de santé.

Dans la zone de Méléa, les matrones ont mené une série de sensibilisations. Ces actions sont menées de manière individuelle lors des cérémonies et au porte-à-porte pour les suivis des mamans radicales. Les thèmes abordés lors de ces sensibilisations sont entre autres la fréquentation de centre de santé, l'importance de la consultation prénatale, l'accouchement au centre de santé et la bonne alimentation des femmes et des enfants.

Ces dynamiques encourageantes seront encore soutenues et suivies pendant l'année 2022.



Mobilisation et pouvoir d'agir

À la suite du programme KOMNAND 3 financé par l'AFD, ID et la mairie de Moundou ont bénéficié d'un financement de l'UE par l'entremise du PASOC (Programme d'appui à la société civile) pour encourager la société civile, notamment les jeunes et les femmes, à participer aux actions de développement et aux activités citoyennes.

Avec l'aide de ce programme, ID entend contribuer à l'ancrage de la démocratie et du dialogue, par une participation croissante des OSC/OCB (Organisations de la Société Civile/Organisations Communautaires de Base), notamment de jeunes et de femmes dans la vie politique, économique et sociale de Moundou. À cet effet, ID et la mairie de Moundou ont privilégié le « faire-faire ». Cette approche se caractérise par l'octroi des subventions en cascade (dispositif financier de l'Union Européenne) aux OSC/OCB afin de les responsabiliser et d'accroître, à terme, leur participation au développement de la commune.

Pour permettre aux acteurs de la société civile de mieux cerner les enjeux du projet, plusieurs rencontres d'échanges ont eu lieu. Ces rencontres ont permis de présenter les lignes directrices du projet aux OSC/OCB. Ensuite, un Appel à Manifestation d'Intérêt a été lancé à l'intention des OSC/OCB pour une durée d'un mois, leur permettant de proposer des projets. A la suite des propositions qu'elles ont faites, un comité d'évaluation a été mis en place pour sélectionner les projets à financer.

L'objectif de l'action était bien que les acteurs de la commune et de la société civile soient renforcés et responsabilisés pour apporter des réponses locales aux besoins des populations vulnérables dans l'esprit des politiques municipales.

Les subventions en cascade ont permis aux OSC/OCB de participer de manière notable au développement de la commune de Moundou et qui répondent véritablement aux besoins des couches vulnérables. Des ouvrages, infrastructures et équipements socioéconomiques de base ont ainsi été initiés et portés dans ce contexte par ces organisations. Les nombreuses activités de renforcement de capacités initiées par ces projets ont été également favorisées par le dispositif de subven-



tions qui les accompagnait, ce qui a eu pour effet de développer leurs compétences et de renforcer leur implication dans l'espace public.

16 organisations de base ont reçu plus de 75 millions F CFA de subvention, chacune d'elles d'environ 4 millions F CFA soit environ 6 000 € pour réaliser des actions contribuant au Plan de Développement Communal.

Cela s'est traduit par :

- La construction de 9 hangars améliorés pour des écoles de la périphérie de Moundou
- 105 tables-bancs pour les écoles les plus prioritaires
- 14 points d'eau réhabilités dans le 4e arrondissement de Moundou
- 2 mini-châteaux construits

teurs de la résilience climatique à la hauteur des défis auxquels sont confrontées les populations de leurs territoires ; les aider à mettre en œuvre des activités économiques et environnementales telles que l'accès durable à une énergie propre, le développement des activités agricoles résilientes et la gestion durable des ressources naturelles.

Lancé le 1er novembre 2021, le projet a pu inscrire à son actif l'organisation d'un atelier « brainstorming » dans le cadre d'une AOC autour de la thématique de la déforestation. Il y a eu 25 participants, issus de 11 organisations différentes (UFEP et partenaires locaux). L'objectif de cet atelier initial était d'initier ces personnes aux bases de l'AOC, dont la mise en œuvre effective est prévue en 2022.

Témoignage

“ Grace aux subventions en cascade nous avons acquis de l'expérience en matière de gestion et de mettre en œuvre des actions publiques. En dépit des difficultés rencontrées au début, nous sommes actuellement mieux structurés et organisés. L'accompagnement d'ID a permis à chaque membre de l'association de jouer son rôle. Cet appui a véritablement permis aux OSC/OCB de se renforcer et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population de Moundou ”

NODJIKWAMBAYE DJEKOUNKADJI, responsable de l'OSC/OCB « LA BONNE VISION »



RESISTERRE

« Résilience, Société, Territoires »

Joindre dynamique de territoire, enjeux économiques, renforcement organisationnel, mobilisation multi-acteurs, telle est la stratégie du nouveau programme RESISTERRE, Madjilebé au Tchad. En effet, RésiS-Terre/Madjilebé veut contribuer à l'amélioration de la résilience climatique des territoires ciblés et des conditions de vie des populations, en s'appuyant sur le potentiel de celles et ceux qui agissent à leur échelle. Plus spécifiquement, le projet vise à renforcer la capacités de l'Union des Femmes pour la Paix (UFEP) et ses associations membres afin qu'elles puissent jouer un rôle déterminant en qualité d'actrices et d'ac-





PRESTATIONS

RAPPORT ANNUEL 2021

PRESTATIONS EN 2021

Initiative Développement a développé depuis plusieurs années une activité de prestation de services court-terme lui permettant de valoriser et renforcer son expertise sur les thématiques d'intervention de l'association, de renforcer son modèle économique par la diversification de ses sources de revenus et de développer un panel de références lui permettant de se positionner thématiquement ou géographiquement sur de nouvelles opportunités.



La première pour le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) dans le cadre de la phase de sortie de son Programme Concerté pluri-acteurs (PCPA) au Congo Brazzaville ; il s'agit d'un vaste programme d'appui au renforcement de la société civile congolaise et au dialogue avec les pouvoirs publics, mené depuis 10

ans auprès notamment de 118 organisations congolaises sur l'ensemble du territoire, grâce au financement de l'Agence Française de Développement. L'appui d'ID a porté sur l'accompagnement de l'équipe salariée du secrétariat exécutif dans son repositionnement : il s'agissait en effet d'accompagner le transfert du métier d'animation de la concertation à 15 dynamiques d'organisations, ainsi que leur autonomisation. A cet effet, 2 missions d'accompagnement ont été réalisées au Congo, en février et en juillet 2021. De 2016 à 2018, le pôle PAR avait accompagné le PCPA Guinée sur des objectifs similaires et cette double expérience de transformation des pratiques de l'équipe guinéenne, en lien avec l'autonomisation des collectifs d'organisations appuyés. Un document de capitalisation de cette expérience d'accompagnement en « cascade » (ID accompagne des équipes locales à accompagner des organisations) avait été édité.



La 2e prestation de service a été réalisée pour la Direction de l'Action et du Plaidoyer International (DAPI) du Secours Catholique Caritas France (SCCF) : il s'agit là d'un accompagnement de l'ensemble de la DAPI à expérimenter l'Approche Orientée

Changement appliquée à la mobilisation sociale dans ses 5 zones géographiques (Pôles Afrique-Océan Indien PAOI), pôle Moyen Orient Nord Afrique (MONA), pôle Asie Europe Orientale (PAEO), pôle Amérique latine caraïbe (PALC) et pôle Urgence) et à internaliser les compétences liées à cette approche. En 2021, le pôle Afrique et Océan Indien a été accompagné dans son expérimentation (la première) : deux missions en avril et septembre 2021, ont permis de former et d'appuyer 3 de ses partenaires togolais (l'OCDI, la JARC et le CARTO) dans la mise en œuvre de l'AOC sur le thème de la dégradation de l'environnement dans le Nord du Togo : 45 acteurs et actrices répartis entre groupes d'agriculteurs, d'éleveurs, de femmes et de jeunes, issus du village de Natongou (près de Dapaong) ont été accompagnés à analyser le problème (à partir du manque d'arbre, du manque d'eau, de la baisse de fertilité des sols et des problèmes de collaboration entre agriculteurs et éleveurs), puis à se projeter dans un souhait collectif d'amélioration pour leur village et enfin à identifier par groupe, les



En 2021, Initiative a accompagné 2 collectivités territoriales françaises dans l'élaboration de leur projet présentés à la Facilité de Financement des Collectivités Territoriales

(FICOL) de l'AFD. Ce dispositif mis en place par l'AFD lui permet de faire appel à une consultance externe pour accompagner les collectivités le nécessitant dans l'élaboration de leur projet et la formalisation de leur demande de financement. Les projets appuyés par ID sont menés au Niger dans le domaine de l'accès à l'eau et au Burkina Faso dans le domaine de l'électrification rurale. A noter également qu'ID a été retenu en 2021 avec le GRET et l'IDATE pour poursuivre ce type d'accompagnement pour le compte de l'AFD pour la période 2021-2023 concernant des projets en lien avec la transition énergétique et numérique. Une première collectivité d'Ile-de-France a ainsi été accompagnée en 2021 sur un projet de développement du numérique.



RAPPORT FINANCIER

RAPPORT ANNUEL 2021

RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION



Origine des ressources

Avec un total de 9,2 millions €, les ressources de l'exercice sont en forte augmentation par rapport à 2020 (7,6 millions €). Cette augmentation s'explique par l'augmentation des fonds encaissés sur l'exercice (7 millions €) et par l'utilisation des fonds dédiés de l'exercice précédent (2,1 millions €).

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID. Ainsi en 2021, les bailleurs institutionnels représentent 77,5% des ressources encaissées, au premier rang desquels figurent l'Agence Française de Développement et l'Union européenne. Puis viennent la Région Nouvelle Aquitaine, les syndicats et agences régionales de l'eau, Grand Poitiers et la ville de Poitiers.

Les contributions de partenaires privés sont en baisse (principalement des fondations, françaises ou étrangères) et viennent cofinancer les programmes à hauteur de 2% des ressources encaissées.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 1% du total des ressources encaissées. Ils sont en diminution en valeur à hauteur de 76 090 euros.

Les autres produits (ressources générées par les prestations de services principalement) sont en légère augmentation, s'élevant à 19,6% des ressources encaissées, soit 1,4 millions d'euros.



Destination

Plus de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (7% des emplois).

Ces missions sociales sont très largement réalisées à l'étranger (5,2 millions d'euros dont 0,7 millions versés à des organisations partenaires). Les actions réalisées en France s'élèvent à un peu moins de 20 000 euros.

3,4 millions de ressources non utilisées en 2021 sont reportées en fonds dédiés sur 2022.



Contribution volontaires en nature

La contribution des bénévoles apportant leur appui et leur expertise à ID est évaluée à 75 624 €, soit 2,4 emploi ETP (équivalent temps plein). Cet appui bénévole bénéficie à hauteur de 62% aux missions sociales et à hauteur de 38% au fonctionnement de la structure.

A – PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2021		
	TOTAL	%	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE			
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 560	0,02%	1 560
1.2 Dons, legs et mécénat			
- Dons manuels	70 108	1,0%	70 108
- Legs, donations et assurances-vie			
- Mécénat			
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	4 421	0,06%	4 421
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			
2.1 Cotisations avec contrepartie			
2.2 Parrainage des entreprises			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	126 026	1,8%	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 370 684	19,6%	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 419 781	77,5%	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	133 186		
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	2 115 307		15 530
TOTAL	9 241 073	100%	91 620
CHARGES PAR DESTINATION			
1 - MISSIONS SOCIALES			
1.1 Réalisées en France	20 864	0,4%	222
- Actions réalisées par l'organisme			
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			
1.2 Réalisées à l'étranger			
- Actions réalisées par l'organisme	4 512 245	79,5%	48 119
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	698 833	12,3%	7 452
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	38 100	0,7%	1 157
2.2 Frais de recherche d'autres ressources			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	402 343	7,1%	12 213
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	17 090		
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	25 188		
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	3 424 458		22 456
TOTAL	9 139 120	100%	91 620
EXCEDENT OU DEFICIT	101 953		

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Une année de reprise de l'activité :

- Le budget d'ID de 5,8 millions € est en augmentation de 6% par rapport au budget 2020, sans toutefois revenir au budget d'avant crise sanitaire (6,6 millions €).
- Un résultat net excédentaire de 101 953 € qui permet de renforcer les fonds propres de l'association après deux années déficitaires. Le résultat d'exploitation de 120 576 € traduit un rééquilibrage du modèle économique d'ID en 2021

Haïti, toujours première zone d'intervention d'ID avec une activité cette année de 1,9 millions €. Le Tchad vient ensuite (1,1 millions €) puis le Congo (0,9 millions €) et les Comores (0,5 millions €)

13% de l'activité 2021 mis en œuvre par nos partenaires en Haïti, aux Comores, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Congo

BILAN ET POLITIQUE DE FONDS ASSOCIATIFS

L'actif immobilisé est constitué principalement par les locaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que ceux de locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire.

Notre ONG étant principalement financée par des concours publics, la date d'encaissement de ces fonds impacte fortement le bilan. Ainsi, au 31 décembre 2021, le total du bilan est en augmentation de plus de 21% par rapport au bilan présenté en 2020 compte tenu de la hausse des fonds dédiés de 62% (subventions reçues des bailleurs de fonds mais non encore utilisées). Cette hausse des fonds dédiés s'explique par des décaissements importants de bailleurs de fonds reçus en fin d'année.

Les dettes financières sont en forte diminution du fait du remboursement progressif du Prêt Garanti par l'Etat de 240 000 € souscrit en 2020. Elles s'élèvent à 101 679 € euros à la clôture.

Le niveau de trésorerie, en hausse de 51% par rapport à l'an dernier, est directement corrélé au niveau des fonds dédiés. Le montant, 4,3 millions €, très confortable à la clôture, ne reflète pas les variations importantes subies au cours de l'exercice.

Du fait du résultat excédentaire de 101 953 € sur l'exercice, les fonds associatifs de 762 583 € sont en augmentation à la clôture. Grâce à cette augmentation, et malgré la hausse du niveau d'activité, le ratio Fonds associatifs / Total Produits d'exploitation est en amélioration. Il s'élève ainsi à 47 jours d'activité, légèrement en deçà de l'objectif de 50 jours fixé par notre conseil d'administration dans le but de pouvoir faire face aux aléas de l'activité et d'être en capacité de préfinancer d'éventuels besoins en cofinancement de projets.

ACTIF	Net 2021	Net 2020	PASSIF	2021	2020
ACTIF IMMOBILISE	113 946	124 199	FONDS ASSOCIATIFS	762 583	660 630
			PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	34 372	173 864
CREANCES	1 232 002	1 657 219	FONDS DEDIES	3 424 458	2 115 307
			DETTES FINANCIERES	101 679	300 464
DISPONIBILITES	4 276 726	2 830 411	AUTRES DETTES	1 177 448	1 182 044
Comptes de régularisation	25 153	31 050	Comptes de régularisation	147 286	210 570
TOTAL ACTIF	5 647 826	4 642 878	TOTAL PASSIF	5 647 826	4 642 878

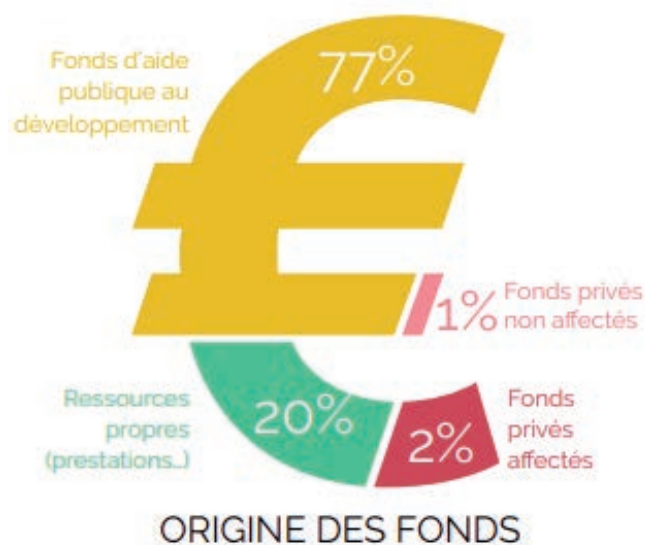
LE MODELE ECONOMIQUE

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée, ...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID développer leur expertise.



TRANSPARENCE FINANCIERE

- Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par notre Commissaire aux Comptes, le cabinet KPMG.
- Les programmes d'ID font régulièrement l'objet d'audits financiers externes spécifiques mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.
- Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et de bénévoles qualifiés a pour mandat d'améliorer de manière permanente le contrôle interne de l'association et d'évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.
- Les comptes d'ID ont été établis selon le règlement comptable ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018. Le Compte d'Emploi des Ressources est remplacé par deux tableaux : un Compte de résultat par Origine et Destination et nouveau Compte Emploi Ressources optionnel pour les structures collectant moins de 153 000 € de dons auprès du public.



NOS PARTENAIRES

RAPPORT ANNUEL 2021

NOS PARTENAIRES

BENIN

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC)
Agence Française de développement (AFD)
Grand Poitiers
Métropole de Lyon
Société Eau du Grand Lyon

BURKINA FASO

Région Nouvelle Aquitaine

COMORES

Agence Française de développement (AFD)
Ambassade de France (SCAC) Comores
Conseil Départemental de Seine St Denis
Fondation Lord Michellam of Hellingy
Fonds Français pour l'Environnement Mondial
Payan Bertrand
Région Nouvelle Aquitaine
SRC Trading

CONGO BRAZZAVILLE

Agence Française de développement (AFD)
European Forest Institute
Région Nouvelle Aquitaine
Union Européenne

FRANCE

Agence Française de développement (AFD)
Bordeaux Métropole
Grand Poitiers
Institut des Afriques
Région Nouvelle Aquitaine
Ville de Mérignac

HAÏTI

Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG)
Agence Française de développement (AFD)
Ambassade de France (SCAC) Haïti
Bordeaux Métropole
Bureau de l'Ordonnateur National du FED (BONFED)
Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) via la DDC (Direction du développement et de la Coopétation)
Union Européenne

MADAGASCAR

Agence de l'Eau Adour Garonne (AEAG)
Fondation Givaudan
GIZ (coopération allemande)
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères - Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités (DAECT)
Région Nouvelle Aquitaine
Union Européenne

SÉNÉGAL

Agence Française de développement (AFD)
Fondation Bel
Fondation Léa Nature
Région Nouvelle Aquitaine

TCHAD

Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)
Agence de l'Eau Artois Picardie
Agence d'Urbanisme et de Développement - Pays de Saint-Omer
Agence Française de développement (AFD)
Fondation Lord Michellam of Hellingy
Grand Poitiers
Région Nouvelle Aquitaine
Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères (SYCTOM)
Union Européenne
Ville de Poitiers



INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES



www.id-ong.org